

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1013

24 mai 2006

SOMMAIRE

ACID S.A., Additives Catalysts & Industrial Developments, Luxembourg	48605	Lunetterie, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	48602
Aida S.A., Luxembourg	48582	Mai-Flo S.A., Steinfort	48578
BRE/Mainz I Hotel, S.à r.l., Luxembourg	48616	Manenda Trading, S.à r.l., Luxembourg	48601
Castillon International S.A., Luxembourg	48581	Mavely Charters S.A., Luxembourg	48578
CSSB Immobilière S.A., Luxembourg	48621	Mavely Charters S.A., Luxembourg	48579
Diamanten Holding, S.à r.l., Luxembourg	48623	Minimax Mobile Services GmbH & Co. KG, Niederanven	48581
Dimolux S.A., Windhof	48604	NorCab 1, S.à r.l., Luxembourg	48583
Dominion S.A., Luxembourg	48602	O.L. S.A., Bascharage	48604
Dominion S.A., Luxembourg	48602	Ocala Capital Management Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	48605
EU Art S.A., Luxembourg	48601	Ocala Capital Management Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	48605
Eurolux Car, S.à r.l., Rolling	48579	Pegase Investment, Sicav, Luxembourg	48607
Fencia S.A., Luxembourg	48604	Positronia S.A., Luxembourg	48577
Fidji Luxco (BC) S.C.A., Munsbach	48608	ProLogis UK X, S.à r.l., Luxembourg	48621
Fidji Luxco (BC) S.C.A., Munsbach	48615	ProLogis UK XI, S.à r.l., Luxembourg	48615
Filauro Giuseppe, S.à r.l., Dudelange	48603	ProLogis UK XLIV, S.à r.l., Luxembourg	48622
Financière Proxalan S.A., Luxembourg	48615	ProLogis UK XXXIV, S.à r.l., Luxembourg	48604
Gerbil Corporation, S.à r.l., Luxembourg	48622	Prom-Sca Promotions Immobilières S.A., Differdange	48605
HVB, Hersteller-Vertretungen-Betriebs GmbH, Luxembourg	48607	Speed Promotion S.A., Luxembourg	48615
Ivoire Finance S.A., Luxembourg	48615	Tache Finance S.A., Luxembourg	48602
Lendit Luxembourg S.A.H., Luxembourg	48606	Tache Finance S.A., Luxembourg	48602
LiLux Management S.A., Luxembourg	48603	Wolf Investment S.A., Luxembourg	48606
Liman S.A., Luxembourg	48607		
Loca-Nord S.A., Heinerscheid	48582		

POSITRONIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 88.779.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2006, réf. LSO-BO02106, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(023240/043/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

48578

MAVELY CHARTERS S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 82.139.

- Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg le 19 juillet 2004 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur les personnes suivantes:

TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

MONTBLANC DIRECTORS LTD, société de droit de Jersey, ayant son siège social au 48/50 Esplanade, Saint Helier, Channels Islands;

CLARENDON SECRETARIES LIMITED, société de droit de Jersey, ayant son siège social au 48/50 Esplanade, Saint Helier, Channels Islands.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2005.

Son mandat étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

EURO ASSOCIATES S.A., société de droit luxembourgeois, avec son siège social au 1, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2005.

- Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 19 juillet 2004 que:

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social le 19 juillet 2004, le Conseil nomme TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg «administrateur-délégué».

Le Conseil lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager la société individuellement sous sa seule signature pour toute ouverture de compte bancaire et généralement toute opération ne dépassant pas quinze mille euros (15.000,- EUR) (ou la contre valeur en devise) et sous réserve de la limitation suivante: tous les actes relevant de l'achat, la vente et l'hypothèque de navire, ainsi que toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2006, réf. LSO-BO00816. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(021851/2329/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

MAÏ-FLO S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-8410 Steinfort, 55, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 73.927.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire réunie
extraordinairement, tenue en date du 6 février 2006 à Steinfort*

L'assemblée générale ordinaire de la société anonyme MAÏ-FLO procède aux modifications suivantes:

1. Le mandat de Madame Fabienne Fontaine, administrateur, demeurant à L-8452 Steinfort, rue Schwarzenhof 2, est renouvelé pour une durée de six ans.
2. Le mandat de Maître Marc Theisen, administrateur, demeurant à L-1225 Luxembourg, rue Beatrix de Bourbon 4, est renouvelé pour une durée de six ans.
3. Le mandat de Madame Josiane Jacques, administrateur, demeurant à B-6700 Arlon, rue Sonnet 96, est renouvelé pour une durée de six ans.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 6 février 2006 à Steinfort

Les administrateurs de la société anonyme MAÏ-FLO procèdent aux modifications suivantes:

1. Ils nomment au poste d'administrateur-délégué Madame Fabienne Fontaine, demeurant à L-8452 Steinfort, rue Schwarzenhof 2, pour une durée de six ans.

Pour extrait conforme

Pour MAÏ-FLO S.A.

CONSULTING LUX S.A.

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2006, réf. LSO-BN03660. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022611//25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

MAVELY CHARTERS S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 82.139.

- Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg le 18 juillet 2005 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur les personnes suivantes:

TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

MONTBLANC DIRECTORS LTD, société de droit de Jersey, ayant son siège social au 48/50 Esplanade, Saint Helier, Channels Islands;

CLARENDON SECRETARIES LIMITED, société de droit de Jersey, ayant son siège social au 48/50 Esplanade, Saint Helier, Channels Islands.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

Son mandat étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

EURO ASSOCIATES S.A., société de droit luxembourgeois, avec son siège social au 1, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

- Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 18 juillet 2005 que:

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social le 18 juillet 2005, le Conseil nomme TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg «administrateur-délégué».

Le Conseil lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager la société individuellement sous sa seule signature pour toute ouverture de compte bancaire et généralement toute opération ne dépassant pas quinze mille euros (15.000,- EUR) (ou la contre valeur en devise) et sous réserve de la limitation suivante: tous les actes relevant de l'achat, la vente et l'hypothèque de navire, ainsi que toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2006, réf. LSO-BO00814. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(021857/2329/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

EUROLUX CAR, société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5443 Rolling, 5A, rue d'Assel.

R. C. Luxembourg B 114.673.

STATUTS

L'an deux mille six, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

Ont comparu:

1.- Monsieur Karim Faguet, Consultant informatique, demeurant à F-27200 Vernon, 53 quai Caméré,
2.- Monsieur Christophe Veynachter, Directeur Financier, demeurant à F-57480 Launstroff, 10, rue de la Frontière agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de:

3.- Monsieur André Merelle, commercial, demeurant à, F-80000 Amiens, 33, rue Riolan, ici représenté en vertu d'une procuration sous seing privé donné le 23 février 2006, laquelle procuration après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et du notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants, représentés comme ci-avant, ont requis le notaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer pour leur compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de EUROLUX CAR.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Commune de Bous.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la commune, par simple décision du ou des gérant(s).

Art. 3. La société a pour objets tant au Luxembourg qu'à l'étranger:

- l'import-export de tous matériaux, marchandises ou produits manufacturés;
- l'achat, la vente, la location de tous types de véhicules à moteur neufs ou d'occasion, ainsi que les pièces de rechange et accessoires de la branche;

- la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre

manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société pourra agir en tant que représentante de toute société luxembourgeoise ou étrangère dont l'objet social sera identique ou similaire au sien.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.600,- EUR) divisé en cent (75) parts sociales de cent vingt-cinq euros (168,- EUR) chacune, réparties comme suit:

1.- Monsieur Karim Faguet	25
2.- Monsieur André Merelle	25
3.- Monsieur Christophe Veynachter	25
Total des parts: cent parts sociales	75

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par les associés de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.600,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le confirme.

Art. 6. Les parts sont insaisissables, elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts en cession. Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui désignent leurs pouvoirs. Le gérant peut sous sa responsabilité déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs fondés de pouvoir.

Art. 8. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 9. Chaque année au 31 décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restant à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou l'incapacité de l'associé unique d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société.

Les parts sociales ne peuvent être transmises ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus présentes les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

La première année sociale commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2006.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève à approximativement 900,- EUR.

Assemblée générale

Et ensuite l'associé représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:
- Monsieur Karim Faguet, préqualifié, qui aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa signature.
- Le siège social est établi à L-5443 Rolling, 5A, rue d'Assel.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: K. Faguet, C. Veynachter, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2006, vol. 152S, fol. 44, case 8. – Reçu 126 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 7 mars 2006.

P. Decker.

(023266/206/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

MINIMAX MOBILE SERVICES GmbH & CO. KG, Kommanditgesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-6947 Niederanven, 3, Zone Industrielle Bombicht.

H. R. Luxemburg B 114.573.

Erster Beschluss

Es wird hiermit beschlossen, eine Zweigniederlassung in dem Großherzogtum Luxemburg, bei dem Handels- und Gesellschaften Register in Luxemburg, unter dem Namen MINIMAX MOBILE SERVICES, GmbH & CO. KG, mit Anschrift Zone Industrielle Bombicht, 3, L-6947 Niederanven, einzutragen. Datum des Anfangs der Aktivitäten soll der 1. Februar 2006 sein.

Zweiter Beschluss

Es wird weiterhin beschlossen, dass die Aktivitäten der Zweigniederlassung im Großherzogtum Luxemburg, die gleichen wie die der Hauptgesellschaft MINIMAX MOBILE SERVICES, GmbH & CO. KG, mit Sitz in Minimax Strasse 1, D-72574 Bad Urach, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht Reutlingen unter der Nummer U HRA 1074, sein werden, und zwar:

«Gewerbliche Betätigung im Brandschutz und in der Sicherheitstechnik, insbesondere die Herstellung und der Vertrieb von Feuerlöschgeräten sowie damit im Zusammenhang stehende Dienstleistungen.»

Dritter Beschluss

Es wird weiterhin beschlossen, dass das Eintragungsformular bei dem Luxemburg Handels- und Gesellschaften Register bestätigt, dass:

a) Herr Peter Schweinsteiger ein Geschäftsführer der MS MOBILES SERVICES VERWALTUNGS, GmbH ist, welche ihrerseits die alleinige Vertreterin der MINIMAX MOBILE SERVICES, GmbH & CO. KG, mit Sitz in Minimax Strasse 1, D-72574 Bad Urach ist und

b) er als Geschäftsführer der MS MOBILE SERVICES VERWALTUNGS, GmbH die MINIMAX MOBILE SERVICES, GmbH & CO. KG, mit Sitz in Minimax Strasse 1, D-72574 Bad Urach zusammen mit einem anderen Geschäftsführer der MS MOBILE SERVICES VERWALTUNGS, GmbH durch seine Unterschrift und die des anderen binden kann,

c) Herr Peter Schweinsteiger und Herr Frank Hellack die Handlungsbevollmächtigten der Zweigniederlassung MINIMAX MOBILE SERVICES, GmbH & CO. KG, in L-6947 Niederanven sind und

d) sie als Handlungsbevollmächtigte der luxemburgischen Zweigniederlassung diese jeweils allein durch ihre Unterschrift binden können.

Bad Urach am 2. Februar 2006.

MINIMAX MOBILE SERVICES GmbH & CO KG

MS MOBILE SERVICES VERWALTUNGS, GmbH

P. Schweinsteiger / R. Stephan

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2006, réf. LSO-BN05460. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(021870/1053/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

CASTILLON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 13.523.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg), enregistré à Mersch, le 30 décembre 2005, volume 434, folio 76, case 9, que les actionnaires de la société anonyme holding CASTILLON INTERNATIONAL S.A. en liquidation, avec siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 13.523, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, alors notaire de résidence à Differdange, ayant agi en remplacement de Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Differdange, en date du 23 décembre 1975, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 69 du 6 avril 1976, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg en date du 14 août 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1521 du 22 octobre 2002, mise en liquidation suivant acte reçu par ledit notaire Henri Hellinckx, en date du 6 décembre 2005, ont prononcé la clôture de la liquidation et constaté que la société CASTILLON INTERNATIONAL S.A. a définitivement cessé d'exister.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui à l'ancien siège social de la société.

Pour extrait conforme, délivré aux fins du dépôt au registre de commerce et des sociétés et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 février 2006

H. Hellinckx.

(021982/242/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

AIDA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 60.114.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue à la date du 15 février 2006 à 15.00 heures, que les actionnaires ont:

1. Rayé de son poste d'administrateur le défunt M. Norbert Von Kunitzki.

Pris acte de la démission des administrateurs, Messieurs René Muller et Rudolf Zimmermann et de l'administrateur-délégué, M. René Muller.

2. Nommé aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Gilles Vogel, conseil économique, né le 31 janvier 1976 à Luxembourg et avec adresse professionnelle au 33, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

- Monsieur Christian Faltot, administrateur de sociétés, né le 2 juin 1966 à Villerupt, France, et demeurant au 45, rue François Emile Babeuf, F-54190 Villerupt, France.

3. Autorisé et mandaté le Conseil d'administration à élire en son sein Monsieur Gustave Vogel aux fonctions d'administrateur-délégué, lequel aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2006.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Signature

Extrait du procès-verbal de la réunion du 16 février 2006 du Conseil d'administration

1) Le Conseil d'administration appelle à la fonction d'administrateur-délégué Monsieur Gustave Vogel, traducteur-interprète, né le 10 juillet 1948 à Dudelange, Luxembourg et demeurant au 24A, rue du Curé, L-3221 Bettembourg, Luxembourg, qui est chargé de la gestion journalière de la société.

2) Les administrateurs confirment que la société pourra être valablement engagée par la seule signature de l'administrateur-délégué.

Luxembourg, le 16 février 2006.

Pour extrait conforme

Le Conseil d'Administration

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2006, réf. LSO-BN05335. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022005//36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

LOCA-NORD S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-9753 Heinerscheid, 2A, route de Stavelot.
H. R. Luxemburg B 93.140.

Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung, gehalten am 12. Januar 2006

Die Versammlung nimmt Kenntnis vom Rücktritt der Verwaltungsratsmitglieder Herrn Marcel Kleis, Frau Martina Kleis-Houscheid und Frau Marita Backes-Kleis mit Wirkung am 15. Dezember 2005.

Der Mandat von Herrn M. Kleis als Geschäftsführer beendet am 15. Dezember 2005.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates mit Wirkung am 15. Dezember 2005 werden gewählt:

- Herr Guy Offermans, geboren am 29. Januar 1965 in Ougrée (Belgien), wohnhaft rue Simon Radoux 19, B-4000 Liège 1;

- Herr Yves Weerts, geboren am 15. September 1967 in Verviers (Belgien), wohnhaft rue des Bocages 20, B-4880 Aubel;

- die Gesellschaft FINANCIAL INVESTMENTS COMPANY S.A., R.C.S. Luxembourg B 112.560, bd de la Foire 5, L-1528 Luxembourg.

Ihre Mandate enden mit der ordentlichen Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2007 zu beschliessen hat:

Luxemburg, den 17. Februar 2006

Für die Richtigkeit des Auszugs

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2006, réf. LSO-BN04645. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022499/534/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

NorCab 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Share capital: EUR 12,500.-.**Registered office: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 113.733.

In the year two thousand and six, on the twenty-third of January.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CANDOVER PARTNERS LIMITED, with registered office at 20 Old Bailey EC4M 7LN, London United Kingdom, registered at the UK trade and commerce register under the number 01517104, here represented by Mr Patrick Van Hees, jurist, residing professionally in Mersch, Luxembourg.

Such appearing party, represented as stated hereabove, declares to be the sole shareholder of the company NorCab 1, S.à r.l., having its registered office in L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 113.733, incorporated by deed of M^e Paul Bettingen notary on the 23rd day of December 2005, of which the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C is pending.

The articles of incorporation of the Company have been amended by a deed of M^e Paul Bettingen notary on the 12th day of January 2006, of which the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C is pending.

Then the sole shareholder requested the undersigned notary to draw up as follows:

First resolution

The sole shareholder decides to completely restate the articles of the Company which shall now read as follows:

Corporate objectives - Duration - Name - Registered office**Art. 1. Form**

The Company is a private limited liability company, which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 6, 7, 8 and 13 the exceptional rules applying to one member companies.

Art. 2. Corporate objectives

The Company's object is to hold, directly or indirectly, interests in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, to acquire by way of purchase, subscription or acquisition, any securities and rights of any kind through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or to acquire financial debt instruments in any form whatsoever, and to possess, administrate, develop, manage and dispose of such holding of interests.

The Company may also enter into the following transactions:

To borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

To render assistance in any form, including but not limited to advances, loans, money deposits, credits, guarantees or granting of security to its affiliates.

The Company may also perform all commercial, technical and financial operations, if these operations are likely to enhance the above-mentioned objectives and to effect all transactions which are necessary or useful to fulfil its object as well as operations directly or indirectly described in this article, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

Art. 3. Duration

The Company is formed for an unlimited period. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 4. Name

The name of this «Société à responsabilité limitée», private limited liability company, is NorCab 1, S.à r.l.

Art. 5. Registered office

The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Capital - Shares

Art. 6. Corporate capital and shares

6.1 The capital of the Company is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) shares with a nominal value of EUR 25.- (twenty-five Euro) each (the «Shares»).

6.2 Subject to the provisions of this clause 6, the Shares of the Company can be converted by a resolution of the shareholder(s) into 5 classes of shares (A, B, C, D,E).

6.3 Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law and these Articles.

6.4 The capital may be changed at any time by a decision of the shareholder(s) in accordance with article 17.3 of the Articles.

6.5 On each occasion that a shareholder subscribes for and is issued Shares, it shall be issued a combination of Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares such that following the issue of such Shares, the shareholder holds the same proportion of the total number of Shares in issue in each class.

6.6 The Company has an un-issued but authorised capital of a maximum amount of EUR 44,625.- to be used in order to issue convertible loan(s).

6.7 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is authorised to issue convertible loan(s) in one or several times, within the limits of the authorised capital clause as described in present article 6, in favour of the existing shareholder(s) or of any other person as approved by the shareholders (in case of plurality of shareholders) in compliance with article 189 paragraph 1 of the Law.

6.8 This authorisation will expire on the date five years after the date of publication of the shareholder's resolution taken on January 23, 2006.

6.9 At any time in the future, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is authorised to proceed to the increase of the share capital of the Company by result of the conversion of the convertible loan(s) into shares.

6.10 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may issue the shares subject to the constitution of a share premium, the amount and the allocation of which will be established by the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers in compliance with the terms and conditions of the convertible loan(s). In particular, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may issue Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares to each Investor so that each shareholder holds the same proportion of Shares in each class.

6.11 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may delegate to any duly authorised person the duties of accepting the conversion election. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers shall designate the person to whom a power of attorney is granted to have the increase of capital and the issue of shares recorded by a notary by virtue of a notarial deed on the basis of all the necessary documents evidencing the decision of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the above power of attorney and the subscription of the shares.

6.12 Each time an increase of share capital is enacted by virtue of a notarial deed pursuant to a decision of the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, the present article 6 shall be deemed to be amended accordingly.

Art. 7. Transfer of shares - Provisions applicable to all transfers

7.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

7.2 In the case of plurality of shareholders, the provisions of this clause 7 as set out below will apply.

7.3 The Company shall not register a transfer of Shares unless the transfer is in accordance with article 189 of the 1915 Law and:

7.3.1 the transfer is permitted by clause 8; or

7.3.2 the transfer is permitted by the Shareholders' Agreement, to the extent that the relevant provisions are not in contradiction with these Articles and the 1915 Law.

7.4 The Investors are not entitled to transfer any Shares unless the transfer is permitted by clause 8.

7.5 For the purpose of ensuring that a transfer of Shares is permitted under these Articles and the Shareholders' Agreement or that no circumstances have arisen whereby a notice is required to be or ought to have been given under the Shareholders' Agreement or that an offer is required to be or ought to have been made pursuant to clause 9 the Board may, and shall if so requested by an Investor Manager, require any shareholder to procure that such person as the relevant Board or the Investor Manager may reasonably believe to have information relevant to such purpose, provides the Company with such information and evidence as the Board (or the Investor Manager) may think fit regarding any matter which they deem relevant to such purpose. Pending the provision of any such information the Company shall be entitled to refuse to register any relevant transfer.

7.6 Save in respect of a transfer to a Syndictee pursuant to clause 8.2, the Shares may be transferred by the Investors with or without any PECs held by the transferor and if the Shares are transferred with PECs, such PECs may be transferred in any proportion.

Art. 8. Transfer restrictions for the investors

8.1 No Shares and/or PECs may be transferred (and each Syndictee shall procure that any pooling vehicle which holds Shares and/or PECs on its behalf shall not transfer any Shares and/or PECs) other than:

8.1.1 with the written consent of the holders of the Majority Investors;

8.1.2 in the case of an Investor, to a member of that Investor's Group;

8.1.3 in the case of a Shares and/or PEC holder which holds the Shares and/or the PECs by or on behalf of a Fund:

- to another nominee or trustee for, or general partner of, the Fund and any Shares and/or PECs held by a nominee or trustee for such a Fund may be transferred to that Fund or to another nominee or trustee for such a Fund; or;
- on a distribution in kind under the constitutive documents of the Fund, to the partners in or holders of units in, or to shareholders of, participants in or the holders of other interests in such Fund (or to a nominee or trustee for any such partners, holders, members or investors and any Shares and/or PECs held by any nominee or trustee for such holders, partners, members or investors) may be Transferred to such holders, partners, members or investors or to another nominee or trustee for such holders, partners, members or investors; or
- to another Fund which is advised or managed by the same adviser or manager or by another member of the same wholly owned group of such manager or adviser or to a nominee or trustee for such a Fund;

8.1.4 in the case of a Shares and/or PECs holder which holds the Shares and/or PECs as a nominee, to the person on whose behalf it holds such shares as nominees or to another person acting as nominee of such person;

8.1.5 to a Co-Investment Scheme;

8.1.6 in acceptance of an offer by a proposed transferee made under clause 9;

8.1.7 when required by clause 10; or

8.1.8 to the Company itself in accordance with the 1915 Law, if applicable.

8.2 Notwithstanding the terms of article 8.1 above, each Investor may transfer a certain number of the Shares and/or PECs to a pooling vehicle(s) on behalf of one or more transferees (each a «Syndicatee»), in accordance with the terms and conditions set out in the Shareholders' Agreement.

Art. 9. Tag-along

9.1 Subject to clauses 9.2 to 9.8 of these Articles, this clause 9 applies in circumstances where a transfer of the shares (whether through a single transaction or a series of related transactions) by a person or persons (together the «Tag Trigger Shareholders») would, if registered, result in a person and any other person:

- who is connected with him; or
- with whom he is acting in concert;

(each being «a member of the purchasing group») holding or increasing a holding of 50 per cent, or more in number of the Shares in issue, taken together.

9.2 The transfer of shares to which this clause 9 applies may not be made or registered unless:

9.2.1 the member(s) of the purchasing group have made an offer (the «Tag Offer») to buy all of the shares in NorCab 2, S.à r.l. and PECs in NorCab 2, S.à r.l. held by the shareholders other than the Company in NorCab 2, S.à r.l. and all of the Shares and PECs held by each Investor (including, for the avoidance of doubt, any Syndicatees) other than the transferor(s), including any shares in NorCab 2, S.à r.l. and any Shares which may be allotted during the offer period or upon the Tag Offer becoming unconditional, pursuant to the exercise or conversion of options over or rights to subscribe for securities convertible into shares in NorCab 2, S.à r.l. or Shares in existence at the date of such offer, on the terms set out in this clause 9 (unless, in the case of a particular shareholder in the Company or a NorCab 2, S.à r.l. shareholder, less favourable terms are agreed with such shareholder of the Company or NorCab 2, S.à r.l. shareholder);

9.2.2 the Tag Offer is or has become wholly unconditional; and

9.2.3 any principal amounts together with accrued interest (after deduction of any tax required by law so to be deducted) outstanding under the PECs Instrument and the NorCab 2, S.à r.l. PECs Instrument have been repaid or been purchased by the purchasing group.

9.3 The terms of the Tag Offer shall be that:

9.3.1 it shall be open for acceptance for not less than 10 Business Days (or such lesser number of days, not being less than 5 Business Days, as is agreed in writing by the Investors), and shall be deemed to have been rejected if not accepted in accordance with the terms of the offer and within the period during which it is open for acceptance;

9.3.2 the consideration for each Share and each share in NorCab 2, S.à r.l. will be the consideration offered on financial terms no less favourable overall for each Share and each share in NorCab 2, S.à r.l. respectively whose proposed transfer has led to the Tag Offer (exclusive of costs).

Such offer shall include an undertaking by the Offeror that neither it nor any person acting by agreement or understanding with it has entered (or will enter) into more favourable terms as to consideration or has agreed (or will agree) more favourable terms as to consideration with any other member for the purchase of Shares or shares in NorCab 2, S.à r.l.;

9.3.3 The Company shall notify the holders of the Shares (save for the transferor(s)) and NorCab 2, S.à r.l. shall notify the holders of the shares in NorCab 2, S.à r.l. (save for the Company) of the terms of any offer extended to them under clause 9.2.1 promptly upon receiving notice of the same from the member(s) of the purchasing group, following which any shareholder of the Company (save for the transferor(s)) and any NorCab 2, S.à r.l. shareholder (save for the Company) who wishes to transfer Shares or shares in NorCab 2, S.à r.l. to the member(s) of the purchasing group pursuant to the terms of the offer (a «Tagging Shareholder») shall serve notice on the Company or NorCab 2, S.à r.l., as appropriate (the «Tag Notice») at any time before the Tag Offer ceases to be open for acceptance (the «Tag Closing Date»), stating the number of Shares or shares in NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) it wishes to transfer (the «Tag Shares»).

9.4 For the avoidance of doubt, «consideration» for the purposes of clause 9.3 above:

9.4.1 subject always to the terms of clause 9.4.2 below shall be construed as meaning the value or worth of the consideration regardless of the form of the consideration; and

9.4.2 shall include any offer to subscribe or acquire any share or debt instrument in the capital of any member of the purchasing group made to the Company's shareholders or NorCab 2, S.à r.l. shareholders if:

- such offer to subscribe or acquire is an alternative (whether in whole or in part) or in addition to the consideration offered; and

- the consideration offered to all the Company's shareholders and NorCab 2, S.à r.l. shareholders is of itself on arms length terms.

9.5 The Tag Notice shall make the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) the agent of the Tagging Shareholder(s) for the sale of the Tag Shares on the terms of the member(s) of the purchasing group's offer, together with all rights attached and free from Encumbrances.

9.6 Within 3 days after the Tag Closing Date:

9.6.1 the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) shall notify the member(s) of the purchasing group in writing of the names and addresses of the Tagging Shareholders who have accepted the offer made by the member(s) of the purchasing group;

9.6.2 the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) shall notify each Tagging Shareholder in writing of the number of Tag Shares which he is to transfer and the identity of the transferee; and

9.6.3 the Company's and NorCab 2 Sari's notices shall state the time and place on which the sale and purchase of the Tag Shares is to be completed whereupon each Tagging Shareholder who has transferred the Tag Shares registered in his name in accordance with this clause 9 shall receive the consideration due for such Tag Shares.

9.7 If any Tagging Shareholder does not transfer the Tag Shares registered in his name in accordance with this clause 9, the board of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) may (and shall, if requested by any Investor) authorise any manager of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Tagging Shareholder transfers of such Tag Shares in favour of the relevant member of the purchasing group, against receipt by the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) of the consideration due for the relevant Tag Shares. The relevant company's receipt of the consideration due shall be a good discharge to the relevant member(s) of the purchasing group, who shall not be bound to see its application. The Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) shall hold such consideration on trust for the relevant Tagging Shareholder(s) without any obligation to pay interest. The managers of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) shall authorise registration of the transfer(s), after which the validity of such transfer(s) shall not be questioned by any person. Each defaulting Tagging Shareholder shall surrender his share certificates (or, where appropriate, provide an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the board of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate)) relating to the Tag Shares transferred on his behalf, to the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate). On (but not before) such surrender or provision, the defaulting Tagging Shareholder(s) shall be entitled to the consideration for the Tag Shares transferred on his behalf, without interest.

9.8 The shareholders of the Company and the shareholders of NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) acknowledge and agree that the authority conferred under paragraph 9.7 is necessary as security for the performance by the Tagging Shareholder(s) of their obligations under this clause 9.8.

9.9 Any transfer of shares made in accordance with this clause 9 shall not be subject to any other restrictions on transfer that may be contained in the Shareholders' Agreement.

9.10 Clause 9.1 does not apply if the transfer of shares referred to in clause 9.1 is:

- to a Syndictee under clause 8.2;
- to an Investor or a member of its Investor Group;
- made pursuant to clauses 8.1.2 to 8.1.8 inclusive; or
- to a new holding company of the Company in which the share capital structure of the Company is replicated in all material respects (including ownership of shares and the rights, benefits, protections afforded to the managers including, without limitation, the tag and drag provisions).

Art. 10. Drag-along

10.1 Clauses 10.2 to 10.7 of these Articles apply at all times in circumstances where any bona fide arms' length transfers of the Shares, would, if registered, result in members of the purchasing group (as defined in clause 9) holding or increasing their shareholding to 50 per cent, or more in number of the Shares in issue for the time being, taken together.

10.2 In circumstances where this clause 10.2 applies pursuant to clause 10.1, the members of the purchasing group may, by serving a written notice (a «Compulsory Sale Notice») on all of the Company's shareholders (other than the transferor(s)) and on all of the NorCab 2, S.à r.l. shareholders (save for the Company) (each a «Compulsory Seller»), require that Compulsory Seller to transfer all of the Shares or NorCab 2, S.à r.l. shares (as appropriate) registered in his or its name (free from all Encumbrances and together with all rights then attaching thereto and with full title guarantee) to one or more persons identified in the Compulsory Sale Notice (each an «Offeree») at the consideration indicated in clause 9.3 (the «Compulsory Sale Price») on the date specified in the Compulsory Sale Notice (the «Compulsory Sale Completion Date»), being a date which is not less than 5 Business Days after the date of the Compulsory Sale Notice.

10.3 The shares subject to the Compulsory Sale Notice(s) shall be sold and purchased in accordance with the following provisions:

10.3.1 on or before the Compulsory Sale Completion Date, provided that the Offeree(s) have put the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) in the requisite cleared funds or provided reasonable evidence in a form reasonably satisfactory to the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) that funds will be received on completion of the transfer, each Compulsory Seller shall deliver duly executed Transfer form(s) in respect of the Shares or shares in NorCab 2, S.à r.l. which are the subject of the Compulsory Sale Notice (the «Compulsory Sale Equity»), together with the relative share certificates (or an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the Board of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate)) to the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate). Subject always to receipt thereof, on the Compulsory Sale Completion Date, the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) shall pay each Compulsory Seller, on behalf of the Offeree(s), the Compulsory Sale Price due. Payment to the Compulsory Seller(s) shall be made in such manner as is agreed between the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) and the Compulsory

Seller(s) and in the absence of such agreement, by cheque to the postal address notified to the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) by each Compulsory Seller for such purpose and, in default of such notification, to the Compulsory Seller's last known address. The Company's receipt or receipt by NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) for the Compulsory Sale Price due shall be a good discharge to the relevant Offeree(s) who shall not be bound to see its application. Pending compliance by the Compulsory Seller(s) with the obligations in this clause 10, the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) shall hold any funds received from the Offeree(s) in respect of the Compulsory Sale Shares on trust for the defaulting Compulsory Seller(s), without any obligation to pay interest;

10.3.2 if a Compulsory Seller fails to comply with its obligations under clause 10.3.1 in respect of the Compulsory Sale Equity registered in its name, the board of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) may (and shall, if so requested by any Investor) authorise any manager of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Compulsory Seller a transfer of the relevant Compulsory Sale Equity in favour of the Offeree(s), to the extent that the Offeree(s) have, by the Compulsory Sale Completion Date, put the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) in cleared funds in respect of the Compulsory Sale Price due for the Compulsory Sale Equity. The managers shall authorise registration of the transfer(s), after which the validity of such transfer(s) shall not be questioned by any person. Each defaulting Compulsory Seller shall surrender his share certificates relating to the Compulsory Sale Equity (or provide an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the board) to the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate). On, but not before, such surrender or provision, each Compulsory Seller shall be entitled to the Compulsory Sale Price due for the Compulsory Sale Equity transferred on its behalf, without interest.

10.3.3 The shareholders acknowledge and agree that the authority conferred under clause 10.3 is necessary as security for the performance by the Compulsory Seller(s) of their obligations under the clauses 10.2 to 10.7.

10.4 Subject to clause 10.5, unless the board of the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) determines otherwise, any Compulsory Sale Shares held by a Compulsory Seller on the date of a Compulsory Sale Notice (and any shares acquired by a Compulsory Seller from time to time thereafter, whether by virtue of the exercise of any right or option granted or arising by virtue of the holding of Compulsory Sale Shares by the Compulsory Seller, or otherwise) shall:

10.4.1 automatically cease to confer the right to receive notice of or to attend or vote (either in person or by proxy and whether on a poll or on a show of hands) at any general meeting of the Company or Norcab 2, S.à r.l. (as appropriate) or (subject to the 1915 Law) at any meeting of the holders of any class of shares in the capital of the Company or Norcab 2, S.à r.l. (as appropriate) with effect from the date of the Compulsory Sale Notice (or the date of acquisition of such shares, if later);

10.4.2 not be counted in determining the total number of votes which may be cast at any such meeting, or required for the purposes of a written resolution of any members or any class of members, or for the purposes of any other consent required under these articles; and

10.4.3 notwithstanding any other provisions in these articles, not be transferred otherwise than under this clause 10.

10.5 The rights referred to in clause 10.4 shall be restored immediately upon the transfer of the Compulsory Sale Shares in accordance with this clause 10.

10.6 If any shares are issued by the Company or NorCab 2, S.à r.l. (as appropriate) to a Compulsory Seller at any time after the date of the Compulsory Sale Notice(s) (whether as a result of their shareholding(s) in the Company or NorCab 2, S.à r.l., or by virtue of the exercise of any right or option or otherwise, and whether or not such shares were in issue at the date of the Compulsory Sale Notice) (the «Subsequent Shares»), the members of the purchasing group shall be entitled to serve an additional notice (a «Further Compulsory Sale Notice») on each holder of such shares requiring them to transfer all their Subsequent Shares (free from all Encumbrances and together with all rights then attaching thereto and with full title guarantee) to one or more persons identified in the Further Compulsory Sale Notice at the consideration indicated in clause 9.3 on the date specified in the Further Compulsory Sale Notice(s) (the «Further Compulsory Sale Completion Date»). The provisions of clause 10.3 shall apply to the Subsequent Shares, with the following amendments:

10.6.1 references to the «Compulsory Sale Notice(s)» shall be deemed to be to the «Further Compulsory Sale Notice(s)»;

10.6.2 references to the «Compulsory Sale Share(s)» shall be deemed to be to the «Subsequent Share(s)»; and

10.6.3 references to the «Compulsory Sale Completion Date» shall be deemed to be to the «Further Compulsory Sale Completion Date».

10.7 The Company shall procure (and shall procure that NorCab 2, S.à r.l. also does so) that the principal amounts, together with accrued interest after deduction of tax, outstanding under the PECs Instruments and NorCab 2, S.à r.l. PECs Instruments shall be repaid or bought on the Compulsory Sale Completion Date.

10.8 This clause 10 does not apply if the transfer of shares referred to in clause 10.1 is:

(a) to an Investor or a member of its Investor Group;

(b) to a Syndicatee under clause 8.2, or

(c) to a new holding company of the Company in which the share capital structure of the Company is replicated in all material respects as regards the current position (including the ownership of shares and the rights, benefits, protections afforded to the managers including, without limitation, the tag and drag provisions).

Management

Art. 11. Board of managers - Appointments

11.1 The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a Board («conseil de gérance»). The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of shares.

11.2 Subject to the 1915 Law, the Investors are entitled from time to time to appoint to and remove from the Board such persons as they may reasonably nominate and upon removal to appoint other persons in their place and to nominate for appointment and removal from the Board a non-executive chairman, to be designated as the «Chairman».

Art. 12. Board of managers - Fees and expenses

Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, each manager appointed pursuant to clause 11 above is not entitled to any fees in connection with his office as manager, but is entitled to reimbursement of all reasonable costs and expenses incurred by him in connection with his office as a manager.

Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, the Chairman shall be entitled to fees (as approved by the Remuneration Committee) and reimbursement of all reasonable costs and expenses incurred by him in connection with his office as Chairman.

Art. 13. Powers of the board of managers

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any one member of the board of managers or by any other person to whom a special power of attorney has been granted by the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any one member of the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, any one member of the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 14. Meetings and decisions of the board of managers

14.1 Quorum - No business shall be transacted at any meeting of the Board unless a quorum is present at the time when the meeting proceeds to business and remains present during the transaction of business.

The quorum necessary for the transaction of the business of the board of the Company shall be the presence of one Investor Manager and the Domiciliation Agent.

Should such quorum not be constituted at any Board meeting, the relevant meeting shall be adjourned for 5 Business Days.

14.2 Voting - In respect of a resolution arising at any meeting of the board of the Company, on a Board Reserved Matter the approval of more than 75 per cent, of the votes cast (including the vote of one Investor Manager) shall be required.

All other questions arising at any meeting of the Board of the Company, shall be decided by a majority of votes cast.

Each manager, shall be entitled to one vote and in the case of an equality of votes, no person, including without limitation the Chairman of the Board, shall have a second or casting vote.

14.3 Conflict of interests - A manager shall not be entitled to vote at any meeting of managers or of a committee of managers on any resolution concerning a matter in relation to which he has a conflict and he shall not be counted in the quorum in respect of any such meeting unless he first declares such interest prior to the start of the meeting.

14.4 Regulation of meetings - The Chairman of the Board, or any other two managers, may and on the requisition of the Chairman of the Board or any other two managers, the Company shall, at any time convene a meeting of the Board.

The periodicity of the Board meetings shall be set out in the Shareholders' Agreement.

Subject to clause 14.1 and the last paragraph of this clause 14.4, a minimum of 10 Business Days' notice of meetings of the Board, accompanied by details of the venue for such meeting (taking into account any requirements that may be provided by the Shareholders' Agreement) and an agenda of the business to be transacted (together with where practicable all papers to be circulated or presented to the same), shall be given to all the managers of the Board. Where either (i) the Chairman of the Board determines (acting reasonably) that urgent business has arisen, or (ii) the prior written consent of Investors holding 75 per cent, or more of the total number of Shares held by Investors has been received, notice of meetings of such a Board may be reduced to five Business Days.

A Board meeting may be held at shorter notice than set out above or without notice with the unanimous consent of the managers.

14.5 Meetings by Conference Call Facilities - Subject to any specific provisions of the Shareholders' Agreement, any meeting of the managers may consist of a conference call between managers some or all of whom are in different places provided that each manager who participates in the meeting is able:

14.5.1 to hear each of the other participating managers addressing the meeting; and

14.5.2 if he so wishes, to address each of the other participating managers simultaneously,

whether directly, by conference telephone or by any other form of communication equipment or by a combination of such methods. A quorum shall be deemed to be present if those conditions are satisfied in respect of at least the number and designation of managers required to form a quorum. A meeting held in this way shall be deemed to take place at the place where the largest group of managers is assembled or, if no such group is readily identifiable, at the place from where the chairman of the meeting participates at the start of the meeting.

14.6 Observer - An observer shall have the right to attend all meetings of the Board, under the circumstances described in the Shareholders' Agreement.

14.7 Replacement Managers - A manager may appoint another manager as his replacement (a «Replacement Manager») for any specified meeting of the Board by serving written notice of such appointment on the Company. Such replacement may exercise the votes of the manager who has appointed him and such appointing manager may direct his replacement on how to exercise such votes.

14.8 Signed resolutions - Subject to any specific provisions of the Shareholders' Agreement, a resolution or other consent executed or approved in writing by all of the managers who would have been entitled to vote thereon had the same been proposed at a meeting of the Board which such managers had attended shall be as valid and effective for all purposes (provided that all managers have been given notice of such resolutions as proposed and adopted in accordance with the notice requirements set forth in clause 14.4) as a resolution passed at a meeting of a Board duly convened and held and may consist of several documents in the like form, each signed by one or more of the managers.

Art. 15. The board reserved matters

In addition to the requirements set out by the 1915 Law, the Shareholders' Agreement may provide for specific matters that shall require the Board's approval (the «Board Reserved Matters»).

Art. 16. Liability of managers - Managers' indemnification

16.1 Subject to the exceptions and limitations set out in clause 16.2 below, every person who is, or has been, a manager of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved (as a party or otherwise) by virtue of his being or having been such manager and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

16.2 No indemnification shall be provided to a manager in the situations described in the Shareholders' Agreement.

Shareholders' decisions

Art. 17. Shareholders' decisions

17.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns.

17.2 Quorum - No business shall be transacted at any meeting of the shareholders of the Company unless a quorum of members is present at the time when the meeting proceeds to business and remains present during the transaction of business.

Subject to the 1915 Law, the quorum necessary for the transaction of the business of any meeting shall be the presence of at least one Investor.

If a quorum is not constituted at any meeting, the meeting shall be adjourned for 5 Business Days.

17.3 Votes - Subject to the 1915 Law, questions arising at any meeting of the Company shall be decided by a majority of the votes cast, on a poll.

However, resolutions to change the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the 1915 Law.

17.4 Notice - A minimum of ten Business Days' notice of each meeting of the Company accompanied by a note of the venue for such meeting and an agenda (as well as copies of any documents specified to be considered at such meeting in such agenda) of the business to be transacted shall be given.

The notice period referred to hereabove may be shortened with the unanimous written consent of the shareholders.

Art. 18. Annual general meeting of shareholders

The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a date, time and place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg.

Financial year - Balance sheet

Art. 19. Financial year

The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first December of each year.

Art. 20. Adoption of financial statements

At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Distribution rights and allocation of profits

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, cost, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, the general meeting of the shareholders may decide, at the majority vote determined by the 1915 Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve without prejudice to the last paragraph of this article.

The holders of Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares and/or Class D Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.2% of the nominal value of the shares issued by the Company. After the payment of any such preferred dividends, all remaining income available for distribution in the Company, if any, shall be paid to the holders of Class E Shares. In the case where there shall no longer be any Class E Shares outstanding in the Company, the holders of Class D Shares shall be granted the right to receive all remaining income available for dis-

tribution, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of Class A, Class B and/or Class C Shares. In the case where there shall no longer be any Class D Shares and Class E Shares outstanding in the Company, the holders of Class C Shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the pro rata payment of any preferred dividends to the holders of Class A and/or Class B Shares. In the case where there shall no longer be any Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares outstanding in the Company, the holders of Class B Shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any, after the payment of any preferred dividends to the holders of Class A Shares. In the case where there shall no longer be any Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and Class E Shares outstanding in the Company, the holders of Class A Shares shall be granted the right to receive all remaining income available for distribution, if any.

Winding-up - Liquidation

Art. 22. Winding-up, Liquidation

At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 23. Applicable law

Reference is made to the provisions of the 1915 Law for all matters for which no specific provision is made in these articles.

Definition and Interpretation

(a) «1915 Law»: means the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

(b) «Affiliate» means in relation to an Investor (including, without limitation, an Investor which is a unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership):

(c) any other fund or company (including, without limitation, any unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership) which is advised by, or the assets of which are managed (whether solely or jointly with others) from time to time by, that Investor (or a group undertaking for the time being of that Investor);

(d) any other fund or company (including, without limitation, any unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership) of which that Investor (or a group undertaking for the time being of that Investor), or that Investor's (or a group undertaking for the time being of that Investor) general partner, trustee, nominee, manager or adviser, is a general partner, trustee, nominee, manager or adviser; or

(e) any other fund or company (including, without limitation, any unit trust, investment trust, limited partnership or general partnership) which is advised by, or the assets of which are managed (whether solely or jointly with others) from time to time by, that Investor's (or a group undertaking for the time being of that Investor) general partner, trustee, nominee, manager or adviser;

«Articles»: means the present articles of association as amended from time to time;

«Asset Sale»: means a sale by the Company or other member of the Group on bona fide arms' length terms of all, or substantially all, of the Group's business, assets and undertaking, subject to and conditional upon the distribution of the proceeds of such sale to the holders of shares;

«Board»: means the board of managers of the Company, as from time to time constituted;

«Business Day» means a day (excluding Saturdays and Sundays) on which banks generally are open in London, Norway, The Netherlands or Luxembourg for normal business;

«Class A Shares» means the «A» ordinary shares of EUR 25.- nominal value each in the capital of the Company, having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles and in the Shareholders' Agreement;

«Class B Shares» means the «B» ordinary shares of EUR 25.- nominal value each in the capital of the Company, having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles and in the Shareholders' Agreement;

«Class C Shares» means the «C» ordinary shares of EUR 25.- nominal value each in the capital of the Company, having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles and in the Shareholders' Agreement;

«Class D Shares» means the «D» ordinary shares of EUR 25.- nominal value each in the capital of the Company, having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles and in the Shareholders' Agreement;

«Class E Shares» means the «E» ordinary shares of EUR 25.- nominal value each in the capital of the Company, having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles and in the Shareholders' Agreement;

«Co-Investment Scheme» means any scheme under which certain officers, employees or parties of an Investor or its adviser or manager are entitled (as individuals or through a body corporate or any other vehicle) to acquire shares which the Investor would otherwise acquire;

«Domiciliation Agent» means MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. or such other entity as the Investors appoint from time to time;

«Encumbrance» means a mortgage, charge, pledge, lien, option, restriction, right of first refusal, right of pre-emption, third party right or interest, other encumbrance or security interest of any kind, or another type of agreement or arrangement having similar effect;

«Exit» means a sale of the Company, or an IPO or an Asset Sale;

«Fund» means any unit trust, investment trust, investment company, limited partnership, general partnership or other collective investment scheme, investment professional (as defined in Article 19(5)(d) of the FPO), high net worth company, unincorporated association or high value trust (as defined in Article 49(2)(a) to (c) of the FPO), pension fund, insurance company, authorised person under FSMA or any body corporate or other entity, in each case the assets of which are managed professionally for investment purposes;

«Group» means the Company and its subsidiary undertakings from time to time and any holding company of the Company which is inserted for the purposes of planning for an Exit and in which the share capital structure of the Company is replicated in all material respects (and for so long as such holding company is holding company of the Company, any subsidiary undertakings of such holding company from time to time) and «member of the Group» and «Group Company» shall be construed accordingly; for the avoidance of doubt, no Investor nor any member of an Investor's Investor Group shall be a member of the Group for the purpose of these Articles;

«Investors» means:

CANDOVER INVESTMENTS PLC;
 CANDOVER 2005 FUND US NO.1 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER 2005 FUND US NO.2 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER 2005 FUND US NO.3 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER 2005 FUND US NO.4 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER 2005 FUND UK NO.1 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER 2005 FUND UK NO.2 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER 2005 FUND UK NO.3 LIMITED PARTNERSHIP;
 CANDOVER (TRUSTEES) LIMITED on behalf of the Candover 2005;
 NORTHERN TRUST FIDUCIARY SERVICES (GUERNSEY) LIMITED as trustee of the CANDOVER 2005 OFFSHORE EMPLOYEE BENEFIT TRUST;

«Investor Group» means «Investor Group» means, in relation to an Investor:

(f) any group undertaking for the time being of that Investor;
 (g) any Affiliate of that Investor;
 (h) any general partner, trustee or nominee of that Investor or any group undertaking for the time being of that Investor; and
 (i) any manager or adviser or limited partner of an Investor or any group undertaking of that Investor for the time being;

and «member of an Investor Group» shall be construed accordingly;

«Investor Manager» means a manager appointed by the Investors in accordance with the present Articles;

«IPO» means has the meaning ascribed to it in the Shareholders' Agreement.

«Majority Investors» means the Investors who hold a majority of the Shares;

«Nominee» means in respect of any person, a nominee or a custodian or similar representative (under the laws of any jurisdiction) of that person;

NorCab 2, S.à r.l. means the company incorporated by the Company, having its registered office in L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, in process of registration with the Luxembourg register of commerce and companies, incorporated by deed of M^e Paul Bettingen notary on the 23rd day of December 2005, of which the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C is pending;

«NorCab 2, S.à r.l. PECs» means the preferred equity certificates issued by NorCab 2, S.à r.l.;

«NorCab 2, S.à r.l. PECs Instruments» means the instruments executed by NorCab 2, S.à r.l. constituting the NorCab 2, S.à r.l. PECs;

«PECs» means the preferred equity certificates that may be issued from time to time by the Company and constituted by the PECs Instruments;

«PECs Instruments» means the instruments that may be from time to time executed by the Company;

«Replacement Manager» means a replacement manager appointed for a specific meeting pursuant to clause 14.7;

«Shares» means all shares in issuance in the Company; and

«Shareholders' Agreement» means any shareholders agreement that may be entered into from time to time by the Company».

Second resolution

The sole shareholder resolves to accept, in accordance with article 189 of the Luxembourg Companies' Act of 10 August 1915, as subsequently amended, CANDOVER INVESTMENTS PLC, CANDOVER 2005 FUND US NO.1 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND US NO.2 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND US NO.3 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND US NO.4 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND UK NO.1 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND UK NO.2 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND UK NO.3 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER (TRUSTEES) LIMITED on behalf of the CANDOVER 2005 AND NORTHERN TRUST FIDUCIARY SERVICES (GUERNSEY) LIMITED as trustee of the CANDOVER 2005 OFFSHORE EMPLOYEE BENEFIT TRUST as future shareholders of the Company to whom Class A, Class B, Class C, Class D and Class E Shares shall be allocated pursuant to articles 6.5 to 6.12 of the articles of association as restated as of the date hereof, upon conversion of the convertible loans.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Mersch, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille six, le vingt-trois janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CANDOVER PARTNERS LIMITED, ayant son siège social au 20 Old Bailey, London, EC4M 7LN, Angleterre, immatriculé au registre de commerce et des sociétés anglais sous le numéro 01517104, ici représentée par Patrick Van Hees, juriste à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare être l'associé unique de la société NorCab 1, S.à r.l., ayant son siège social au L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.733, constituée suivant acte reçu par le notaire M^e Paul Bettingen en date du 23 décembre 2005, dont la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C est en cours.

Les statuts de la Société ont été modifiés par des actes du notaire M^e Paul Bettingen ne date du 12 janvier 2006, dont la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C est en cours.

L'associé unique a donc requis le notaire instrumentant d'acter comme suit:

Première résolution

L'associé unique décide de reformuler complètement les statuts de la Société lesquels se liront maintenant comme suit:

Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Forme

La Société est une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6, 7, 8 et 13 les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social

La Société a pour objet la détention, directe ou indirecte, de tous intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entités luxembourgeoises ou étrangères, et l'acquisition, par voie de cession, souscription ou acquisition, de tous titres et droits de toute nature, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou d'acquiescer des instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, ainsi que de posséder, administrer, développer, gérer et disposer de ces intérêts.

La Société pourra également conclure les transactions suivantes:

- emprunter sous toute forme ou obtenir toute forme de crédit et lever des fonds, et notamment mais non exclusivement, par l'émission d'obligations, de titres de dettes («notes»), de billets à ordre («promissory notes») et autres instruments de dette ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;
- apporter une assistance financière, sous toute forme quelconque, et notamment mais non exclusivement par voie d'avances, de prêts, de dépôts de fonds, de crédits, de garanties ou de sûretés accordées à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société («affiliates»).

La Société peut également faire toutes opérations commerciales, techniques et financières, si ces opérations sont de manière à faciliter l'accomplissement de l'objet pré mentionné nécessaire ou utile à la réalisation de son objet ainsi que les opérations tel que précédemment décrit, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les Sociétés de participation financières.

Art. 3. Durée de la société

La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou de l'un de ses associés.

Art. 4. Dénomination sociale

La Société a comme dénomination NorCab 1, S.à r.l.

Art. 5. Siège social

Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la ville du siège statutaire.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Capital - Parts sociales

Art. 6. Capital social

6.1 Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cent euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune (les «Parts Sociales»).

6.2 Les Parts Sociales de la Société pourront être converties par une résolutions de(s) associé(s) en 5 catégories de parts sociales (A, B, C, D, E).

6.3 Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi et ces Statuts.

6.4 Le capital social pourra être changé à tout moment par une décision de(s) associé(s) conformément à l'article 17.3 des Statuts.

6.5 A chaque fois qu'un associé souscrit à et se voit attribuer des Parts Sociales, il recevra une combinaison de Parts Sociales de Classe A, de Parts Sociales de Classe B, Parts Sociales de Classe C, Parts Sociales de Classe D et de Parts Sociales de Classe E de sorte que suite à l'émission de telles Parts Sociales, l'associé détienne la même proportion du nombre total de Parts Sociales émise dans chaque classe.

6.6 La Société a un capital non émis mais autorisé d'un montant maximum de EUR 44.625,- (quarante-quatre mille six cent vingt-cinq euros) utilisé dans le but d'émettre de(s) prêt(s) convertible(s).

6.7 Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à émettre de(s) prêt(s) convertible(s) en une ou plusieurs fois, dans les limites de la clause de capital autorisé telle que décrite au présent article 6, en faveur des associés existants ou de toute autre personne telle que admise par les associés (en cas de pluralité d'associés) en accord avec l'article 189 paragraphe 1^{er} de la Loi.

6.8 Cette autorisation expirera 5 ans après la date de publication de la résolution de l'associé prise le 23 janvier 2006.

6.9 A tout moment dans le futur, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à procéder à l'augmentation du capital social de la société au moyen de la conversion de(s) prêt(s) convertible(s) en parts sociales.

6.10 Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut émettre des parts sociales soumises à la constitution d'une prime d'émission, le montant et l'allocation de laquelle seront établis par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants par le conseil de gérance en accord avec les termes et conditions de(s) prêt(s) convertible(s). En particulier, le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra émettre des Parts Sociales de Classe A, des Parts Sociales de Classe B, des Parts Sociales de Classe C, des Parts Sociales de Classe D et des Parts Sociales de Classe E à chaque Dirigeant Associé de sorte que chaque associé détienne la même proportion de Parts Sociales de chaque classe.

6.11 Le gérant ou, en cas de pluralité de gérant, le conseil de gérance peut déléguer à toute personne dûment autorisée les devoirs d'acceptation de l'élection de la conversion. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut désigner la personne à qui une procuration est octroyée afin d'augmenter le capital social et d'émettre des actions enregistrées par un notaire en vertu d'un acte notarié sur base duquel les documents nécessaires attestent de la décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, de la procuration et de la souscription des parts sociales.

6.12 A chaque fois qu'une augmentation de capital est constatée par un acte notarié conformément à une décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance le présent articles 6 doit être considéré comme modifié en conséquence.

Art. 7. Transfert des parts - Dispositions applicables à tous les transferts

7.1 En cas d'associé unique, les Parts Sociales de la Société détenues par le seul associé sont librement transmissibles.

7.2 En cas de pluralité d'associés, les dispositions de cette clause 7 telles que décrites ci-dessous s'appliqueront.

7.3 La Société ne doit pas enregistrer un transfert de Parts Sociales à moins que le transfert ne respecte l'article 189 de la Loi de 1915 et que:

7.3.1 le transfert soit permis par la clause 8; ou

7.3.2 le transfert soit permis par le Pacte d'Associés, dans la mesure où les dispositions concernées ne sont pas en contradiction avec ces Statuts et la Loi de 1915.

7.4 Les Investisseurs ne sont pas autorisés à transférer toutes Parts Sociales à moins que le transfert ne soit permis par la clause 8.

7.5 Dans le but de s'assurer que le transfert de Parts Sociales est permis par ces Statuts et par le Pacte d'Associés ou qu'aucunes circonstances ne sont apparues par lesquelles un avis est requis pour être ou pour devoir avoir été donné par le Pacte d'Associés ou qu'une offre est requise pour être ou pour devoir avoir été faite en application de la clause 9 le Conseil peut, et doit si un Gérant Investisseur le requiert, exiger de tout associé d'obtenir d'une telle personne tel que le Conseil concerné ou Gérant Investisseur peuvent raisonnablement croire être en possession de l'information pertinente pour un tel but, fournir à la Société une telle information et preuve telle que le Conseil (ou le Gérant Investisseur) peut penser convenir concernant toute question qu'ils considèrent pertinente pour un tel but. Dans l'attente d'une telle information, la Société doit être autorisée à refuser d'enregistrer tout transfert concerné.

7.6 A l'exception d'un transfert à un Syndicataire fait en application de la clause 8.2, les Parts Sociales peuvent être transférées par les Investisseurs avec ou sans PECs détenus par le cédant et si les Parts Sociales sont transférées avec les PECs, de tels PECs peuvent être transférés dans n'importe quelle proportion.

Art. 8. Les restrictions de transfert pour les investisseurs

8.1 Aucune Part Sociale et/ou PECs ne peuvent être transférés (et chaque Syndicataire doit obtenir que tout véhicule de mise en commun qui détient des Parts Sociales et/ou des PECs en son nom ne doit transférer aucune Parts Sociales et/ou PECs) autrement que:

8.1.1 avec le consentement écrit des détenteurs des Investisseurs Majoritaires;

8.1.2 dans le cas d'un Investisseur, à un membre du Groupe d'Investisseurs;

8.1.3 dans le cas de Parts Sociales et /ou de détenteur de PEC qui détient des Parts Sociales et/ou les PECs par ou au nom d'un Fonds:

- à un autre candidat («nominee») ou dépositaire («trustee»), ou associé commandité, le Fonds et toutes Parts Sociales et/ou les PECs détenus par un candidat («nominee») ou dépositaire («trustee») pour un tel Fonds peuvent être transférés à ce Fonds ou à un autre candidat («nominee») ou dépositaire («trustee») pour un tel Fonds; ou

- sur une distribution en nature suivant les documents constitutifs du Fonds, à leurs associés ou à leur détenteurs d'unités, ou à leurs aux associés, participants ou détenteurs d'autres intérêts dans un tel Fonds (ou à un candidat («nominee») ou dépositaire («trustee») pour de tels associés, détenteurs, membres ou investisseurs et toutes Parts Sociales et/ou PECs détenus par tout candidat («nominee») ou dépositaire («trustee») pour de tels détenteurs, associés, membres ou investisseurs) ou à un autre candidat («nominee») ou dépositaire («trustee») pour de tels détenteurs, associés, membres ou investisseurs; ou

- à un autre Fonds qui est conseillé ou géré par le même conseil ou gérant ou par un autre membre du même groupe entièrement détenu d'un tel gérant ou conseil ou à un candidat («nominee») ou dépositaire («trustee») pour un tel Fonds;

8.1.4 dans le cas d'un détenteur de Parts Sociales et/ou PECs qui détient les Parts Sociales et/ou PECs en tant que candidat («nominee»), à la personne au nom de laquelle il détient de telles Parts Sociales en tant que candidats («nominees») ou à une autre personne agissant en tant que candidat («nominee») d'une telle personne;

8.1.5 à un Plan de Co-Investissement;

8.1.6 en acceptation d'une offre par un cessionnaire envisagé faite suivant la clause 9;

8.1.7 lorsqu'exigé par la clause 10; ou

8.1.8 à la Société elle-même dans le respect de la Loi de 1915, si applicable.

8.2 Nonobstant les termes de l'article 8.1 ci-dessus, chaque Investisseur peut transférer un certain nombre de Parts Sociales et/ou PECs à un véhicule de mise en commun au nom d'un ou plusieurs cessionnaires (chacun a «Syndicatee») en respectant les termes et conditions décrites dans le Pacte d'Associés.

Art. 9. Tag-along

9.1 Sous réserve des clauses 9.2 à 9.8 de ces Statuts, cette clause 9 s'applique aux circonstances où un transfert de Parts Sociales (que ce soit au travers d'une seule transaction ou de séries de transactions y afférant) par une ou des personnes (ensemble les «Associés Tag Trigger») aboutirait, s'il était enregistré, en une personne ou toute autre personne:

- qui est en relation avec lui; ou

- avec qui il agit de concert,

(chacun étant «un membre du groupe d'acquisition») détenant ou augmentant une détention de 50% ou plus dans le nombre de Parts Sociales en cause, prises ensemble.

9.2 Le transfert de Parts Sociales auquel la clause 9 s'applique ne peut être fait ou enregistré à moins que:

9.2.1 le(s) membre(s) du groupe d'acquisition aient fait une offre («l'Offre Tag») d'acheter toutes les Parts Sociales dans NorCab 2, S.à r.l. et PECs dans NorCab 2, S.à r.l. détenus par les associés autres que la Société dans NorCab 2, S.à r.l. et toutes les Parts Sociales et PECs détenus par chaque Investisseur (y compris, afin de dissiper tout doute, tous «Syndicatees») autres que le(s) cédant (s), y compris toutes Parts Sociales qui ont pu être allouées durant la période d'offre ou selon l'Offre Tag devenue inconditionnelle, en application de l'exercice ou la conversion des options ou droits de souscrire pour des titres convertibles en Parts Sociales existantes à la date d'une telle offre, selon les termes posés dans cette clause 9 (à moins que, dans le cas d'un associé particulier de la Société ou un associé de NorCab 2, S.à r.l., des termes moins favorables soient convenus avec un tel associé de la Société ou un associé de NorCab 2, S.à r.l.);

9.2.2 l'Offre Tag est ou est devenue totalement inconditionnelle, et

9.2.3 tous montants principaux ensemble avec les intérêts courus (après déduction de toute taxe que la loi requiert de déduire) restant dus au titre des Instruments de PECs de la Société et des Instruments de PECs de NorCab 2 qui ont été remboursés ou rachetés par le groupe d'acquisition.

9.3 Les termes de l'Offre Tag doivent être tels que:

9.3.1 elle doit être ouverte pour acceptation pour au moins 10 Jours Ouvrables (ou moins, sans pouvoir être inférieur à 5 Jours Ouvrables, s'il en est convenu ainsi par écrit par les Investisseurs) et doit être réputée avoir été rejetée si elle n'a pas été acceptée conformément aux termes de l'offre et durant la période pendant laquelle elle est ouverte pour acceptation;

9.3.2 la contrepartie pour chaque Part' Sociale et chaque part sociale de NorCab2, S.à r.l. sera la contrepartie offerte en termes financiers non moins favorables pour chaque Part Sociale et chaque part sociale de NorCab2, S.à r.l. respectivement dont le transfert envisagé a conduit à l' Offre Tag (à l'exclusion des coûts).

Une telle offre doit inclure un engagement de la part de l'Offrant que ni lui ni aucune personne agissant en vertu d'un contrat ou accord tacite avec lui n'a conclu (ou ne conclura) de termes plus favorables relativement à la contrepartie ou n'a convenu (ou ne conviendra) de termes plus favorables relativement à la contrepartie avec aucun autre membre pour l'achat de Parts Sociales ou des part sociales de NorCab2, S.à r.l.;

9.3.3 La Société doit notifier aux détenteurs de Parts Sociales (en dehors du/des cédant(s)) et NorCab 2, S.à r.l. notifiera aux détenteurs de parts sociales dans NorCab 2, S.à r.l. (sauf pour la Société) les termes de toute offre qui leur est étendue selon le paragraphe 9.2.1 promptement dès la réception de celle-ci de la part du/des membre(s) du groupe d'acquisition, suivant laquelle tout associé de la Société (en dehors du/des cédant(s)) et tout associé de NorCab 2, S.à r.l. (sauf pour la Société) désirant transférer des Parts Sociales aux membres du groupe d'acquisition suivant les termes de l'offre (un «Associé Tag») doit avertir la Société ou NorCab 2, S.à r.l., tel qu'approprié (l'«Avis Tag») à tout moment avant que l'Offre Tag ne cesse d'être ouverte pour acceptation («Date de Clôture Tag»), en précisant le nombre de

Parts Sociales ou des parts sociales de NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) qu'il souhaite transférer (les «Parts Sociales Tag»)

9.4 Afin de dissiper tout doute, la «contrepartie» pour les besoins de la clause 9.3 ci-dessus:

9.4.1 toujours sous réserve des termes de la clause 9.4.2 doit être interprétée comme désignant la valeur ou l'équivalent de la contrepartie nonobstant la forme de la contrepartie; et

9.4.2 doit inclure toute offre de souscrire ou acquérir toute part ou instrument de dette dans le capital de tout membre du groupe d'acquisition faite à un associé de la Société si:

- une telle offre de souscrire ou acquérir est une alternative (pour tout ou partie) ou vient en supplément de la contrepartie offerte; et

- la contrepartie offerte à tous les associés de la Société et aux Associés de NorCab 2, S.à r.l. lui est en elle-même liée.

9.5 L'Avis Tag doit mettre la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) en position de mandataire du ou des Associé(s) Tag pour la vente des Parts Sociales Tag sur les termes de l'offre du ou des membre(s) du groupe d'acquisition, ensemble avec les droits qui y sont attachés et libres de toutes Charges.

9.6 Dans les 3 jours suivant la Date de Clôture Tag:

9.6.1 la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) doit avertir par écrit le(s) membres du groupe d'acquisition des noms et adresses des Associés Tag qui ont accepté l'offre faite par le(s) membre(s) du groupe d'acquisition;

9.6.2 la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) doit avertir par écrit chaque Associé Tag du nombre de Parts Sociales Tag qu'il doit transférer ainsi que l'identité du cessionnaire; et

9.6.3 les notifications de la Société ou de NorCab 2, S.à r.l. doivent contenir la date et le lieu où la vente et l'achat de Parts Tag doit être exécutée après quoi chaque Associé Tag qui a transféré les Parts Tag enregistrées sous son nom conformément à la clause 9 doit recevoir la contrepartie due pour de telles Parts sociales Tag.

9.7 Si un Associé Tag ne transfère pas de Parts Sociales Tag enregistrées en son nom conformément avec cette clause 9, le conseil de la Société ou NorCab 2, S.à r.l. peut (et doit à la demande de tout Investisseur) autoriser tout gérant de la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) à exécuter, compléter et livrer en tant que mandataire pour le compte et au nom de ces Transferts d'Associés Tag de telles Parts Sociales Tag au profit du membre concerné du groupe d'acquisition, moyennant réception par la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) de la contrepartie due pour de pareilles Parts Sociales Tag. La réception par la société concernée de la contrepartie constituera une bonne décharge pour le(s) membre(s) concerné(s) du groupe d'acquisition, qui ne devront pas être tenus de vérifier l'application de ladite réception. La Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) doit conserver la contrepartie en trust pour le(s) Associé(s) Tag concernés sans obligation de payer des intérêts. Les gérants de la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) doivent autoriser l'enregistrement du ou des Transfert(s), après quoi la validité du ou de tels Transfert(s) ne saurait être remise en cause par quiconque. Chaque Associé Tag défaillant doit rendre ses certificats de parts sociales (ou, lorsque cela est approprié, fournir une indemnité relativement à une telle remise dans une forme satisfaisante pour le conseil de la Société) se rapportant au Transfert de Parts Tag en son nom par la Société ou NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié). Lors d'une telle remise ou provision (mais pas avant), le(s) Associé(s) Tag défaillants a/ont droit à la contrepartie des Parts Tag cédées en son/leur nom, sans intérêt.

9.8 Les associés de la Société et les associés de NorCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) reconnaissent et accepte que l'autorité conférée par le paragraphe 9.7 est nécessaire au titre de sûreté pour la réalisation par l'/les Associé(s) Tag de leurs obligations contenues dans cette clause 9.8.

9.9 Aucun transfert de Parts Sociales effectué en conformité avec cette clause 9 ne saurait être soumis à d'autres restrictions quant au transfert qui pourraient être contenues dans le Pacte d'Associés.

9.10 La clause 9.1. ne s'applique pas si le transfert de parts sociales reprises à l'article 9.1. est fait:

- à un Syndicataire conformément à l'article 8.2;
- à un Investisseur ou un membre de son Groupe d'Investisseur;
- conformément aux clauses 8.1.2. à 8.1.8. incluses; ou
- à une nouvelle société holding de la Société dans laquelle la structure du capital social de la Société est reprise sur tous les points substantiels (incluant la propriété de parts sociales et de droits, bénéfiques, protections accordées aux gérants comprenant, sans limitation, les dispositions tag et drag).

Art. 10. Drag-along

10.1 Les Clauses 10.2 à 10.7 de ces Statuts s'appliquent à tout moment dans les circonstances où tous transferts bona fide de Parts Sociales à des conditions normales de marché devaient résulter, s'ils étaient enregistrés, en la détention par les membres du groupe d'acquisition (tel que défini dans la clause 9) ou en l'augmentation de leur détention de Parts Sociales de 50% ou plus par rapport au nombre de Parts Sociales émises au même moment, prises ensembles.

10.2 Dans les circonstances où cette clause 10.2 s'applique conformément à la clause 10.1, les membres du groupe d'acquisition peuvent, en délivrant une notification écrite (l' «Avis de Vente Forcée») à tous les associés de la Société (autres que le/les cédant(s)) et à tous les associés de Norcab 2, S.à r.l. (sauf pour la Société) (chacun un «Vendeur Exproprié»), exiger que le Vendeur Exproprié transfère toutes les Parts Sociales ou les parts sociales de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) enregistrées en son nom (libres de toutes Charges et ensemble avec tous les droits qui y sont attachés et avec garantie totale du titre) à une ou plusieurs personnes identifiées dans l'Avis de Vente Forcée (chacun un «Bénéficiaire») moyennant une contrepartie indiquée dans la clause 9.3 (le «Prix de Vente Forcée») à la date spécifiée dans l'Avis de Vente Forcée (la «Date d'Exécution de Vente Forcée»), cette date ne pouvant être moins de 5 Jours Ouvrables après la date de l'Avis de Vente Forcée.

10.3 Les Parts Sociales soumises à ou aux Avis de Vente Forcée doivent être vendues et achetées conformément aux dispositions suivantes:

10.3.1 au jour ou avant la Date d'Exécution de Vente Forcée, à condition que le(s) Bénéficiaire(s) aient mis les fonds à disposition de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) ou aient apporté des preuves raisonnables dans

une forme raisonnablement satisfaisante à la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) que ces fonds seront perçus comme exécution du transfert, chaque Vendeur Exproprié doit délivrer le ou les documents de Transfert dûment exécutés relativement aux Parts Sociales ou aux parts sociales de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) qui sont sujettes à l'Avis de Vente Forcée (la «Vente Forcée de Fonds Propres»), ensemble avec les certificats des parts sociales (ou une indemnité y afférente sous une forme satisfaisante pour le Conseil de la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié)) à la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié). Toujours soumise au reçu ci-dessus visé, à la Date d'Exécution de Vente Forcée, la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) doit payer chaque Vendeur Exproprié, pour le compte du/des Bénéficiaire(s), le Prix de Vente Forcé qui est dû. Le paiement au(x) Vendeur(s) Exproprié(s) doit être effectué selon les modalités qui ont été convenues entre la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) et le(s) Vendeur(s) Exproprié(s) et en l'absence d'un tel accord, par chèque à l'adresse postale notifiée à la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) par chaque Vendeur Exproprié pour un tel but et, à défaut d'une telle notification, à la dernière adresse connue du Vendeur Exproprié. Le reçu par la Société ou le reçu par NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) pour le Prix de Vente Forcée dû constituera une décharge valable du ou des Bénéficiaire(s), le(s)quels ne devra/devront pas être tenu(s) de vérifier son application. Dans l'attente du respect par le Vendeur Exproprié des obligations de la clause 10, la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) devra garder tous fonds reçus du ou des Bénéficiaires relativement aux Parts Sociales de Vente Forcée détenues en trust pour le ou les Vendeur(s) Exproprié(s) défaillant(s), sans obligation de payer un intérêt.

10.3.2 Si un Vendeur Exproprié manque à ses obligations selon la clause 10.3.1 relativement à la Vente Forcée de Capital enregistrée en son nom, le conseil de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) peut (et doit sur demande de tout Investisseur) autoriser tout gérant de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) à exécuter, compléter et livrer en tant que mandataire agissant pour le compte et au nom du Vendeur Exproprié un transfert de la Vente Forcée de Capital au profit du ou des Bénéficiaire(s), dans la mesure où le ou les Bénéficiaire(s) a/ont, à la Date d'Exécution de Vente Forcée, mis les fonds du Prix de Vente Forcée du Capital dû pour la Vente Forcée de Capital à la disposition de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié). Les gérants doivent autoriser l'enregistrement du/des transfert(s), après quoi la validité de tel(s) transfert(s) ne saurait être remise en cause par quiconque. Chaque Vendeur Exproprié défaillant doit rendre ses certificats de parts sociales se rapportant à la Vente Forcée de Capital (ou fournir une indemnité y afférente sous une forme satisfaisante pour le conseil) à la Société ou NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié). Lors de cette remise ou provision, mais pas avant, chaque Vendeur Exproprié a droit au Prix de Vente Forcée dû pour la Vente Forcée de Capital transféré en son nom, sans intérêt.

10.3.3 Les associés reconnaissent et conviennent que le pouvoir conféré par la clause 3.10 est nécessaire en tant que sûreté pour l'exécution par le ou les Vendeur(s) Exproprié(s) de ses obligations sous les clauses 10.2 à 10.7.

10.4 Sous réserve de la clause 10.5, et à moins que le conseil de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) n'en convienne autrement, les Parts Sociales de Vente Forcée détenues par un Vendeur Exproprié à la date de Mise en Demeure de Vente Forcée (et toutes les Parts Sociales acquises par un Vendeur Exproprié de temps à autre que ce soit en vertu de l'exercice de tout droit ou option octroyé ou survenant du fait de la détention d'Actions de Parts Sociales de Vente Forcée par le Vendeur Exproprié, ou autrement) doivent:

10.4.1 Automatiquement cesser de conférer le droit de recevoir des convocations en vue de participer ou voter (en personne ou par procuration, que ce soit par scrutin ou à main levée) à toute assemblée générale de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) (soumise à la Loi de 1915) à toute assemblée de titulaires de toute classe de parts sociales du capital de la Société ou de NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) avec effet à compter de la date de Mise en Demeure de Vente forcée (ou la date de l'acquisition desdites parts sociales, si cette date est postérieure);

10.4.2 ne pas être comptées dans la détermination du nombre total des votes pouvant être émis à telle assemblée, ou exigées pour les besoins d'une résolution écrite de tous membres ou de toute classe de membres, ou pour les besoins de tout autre consentement requis en vertu de ces Statuts; et

10.4.3 Nonobstant toutes autres dispositions dans ces Statuts ne pas être transférées autrement que dans le cadre de ces clauses 10.2, 10.3, 10.4, 10.5 et 10.6.

10.5 Les droits visés à la clause 10.4 devront être immédiatement restaurés dès le transfert de la Vente Forcée de Parts Sociales conformément à cette clause 10.

10.6 Si des parts sociales sont émises par la Société ou par NordCab 2, S.à r.l. (tel qu'approprié) à un Vendeur Exproprié tout moment après la date d'Avis de Vente Forcée (que ce soit en conséquence de leur(s) participation(s) dans la Société ou NordCab 2, S.à r.l., ou en vertu de l'exercice de tout droit ou option ou autrement, et que ces actions soient ou non en cours d'émission à la date de l'Avis de Vente Forcée) (les «Parts Sociales Subséquentes»), les membres du groupe d'acquisition devront être en droit de notifier une mise en demeure additionnelle (l'«Avis Additionnel de Vente Forcée») à chaque détenteur de telles parts les obligeant à transférer toutes leurs Parts Sociales Subséquentes (libres de toutes Charges et ensemble avec tous les droits y afférents et avec garantie totale du titre) à une ou plusieurs personnes identifiées dans l'Avis Additionnel de Vente Forcée moyennant la contrepartie indiquée dans la clause 9.3 à la date spécifiée dans la ou les Avis Additionnel(s) de Vente Forcée (la «Date Additionnelle de Vente Forcée»). Les dispositions de la clause 10.3 devront s'appliquer aux Parts Sociales Subséquentes, avec les modifications suivantes:

10.6.1 Les références à «l'Avis ou aux Avis de Vente Forcée» seront réputées être des références à «l'Avis ou aux Avis Additionnels de Vente Forcée»;

10.6.2 Les références à la «Vente Forcée de Part(s) Sociale(s)» seront réputées être des références aux «Part(s) Sociale(s) Subséquent(e)s»; et

10.6.3 Les références à la «Date d'Exécution de Vente Forcée» seront réputées être des références à la «Date Additionnelle de Vente Forcée».

10.7 La Société devra inciter (et s'assurera que NordCab 2, S.à r.l. le fasse aussi) à ce que les montants principaux, ensemble avec les intérêts échus après déduction des taxes, restants dus en vertu des Instruments de PECs et des Instruments de PECs de Norcab 2, S.à r.l., soient remboursés ou achetés à la Date d'Exécution de la Vente Forcée.

10.8 Cette clause 10 ne s'applique pas si le transfert de Parts Sociales visées dans la clause 10.1 est:

(a) à un Investisseur ou un membre du Groupe d'Investisseurs

(b) à un «Syndictee» selon la clause 8.2 ou

(c) à une nouvelle société holding de la Société dans laquelle la structure du capital social de la Société est reprise dans tous ses aspects matériels par rapport à sa position actuelle (incluant la propriété de parts sociales et de droits, bénéfiques, protections accordées aux gérants comprenant, sans limitation, les dispositions tag et drag).

Art. 11. Conseil de gérance - Nominations

11.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne doivent pas obligatoirement être associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des Parts Sociales sociales.

11.2 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, les Investisseurs ont le droit de temps en temps de nommer et de révoquer du Conseil des personnes qu'ils peuvent raisonnablement désigner et suite à leur révocation nommer d'autres personnes à leur place et désigner pour nomination et révocation du Conseil un président non-cadre, lequel sera désigné en tant que «Président».

Art. 12. Conseil de gérance - Frais et dépenses

Sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés, chaque Gérant nommé conformément à la clause 11 ci-dessus n'a pas droit aux frais en relation avec sa fonction en tant que gérant, mais a droit au remboursement de tous les frais et dépenses qu'il a raisonnablement engagés dans l'exercice de ses fonctions de gérant.

Sous réserve des dispositions du Pacte d'Associés, le Président aura droit aux frais (tels qu'approuvés par le Comité de Rémunération) et remboursement de tous les frais et dépenses raisonnables qu'il a raisonnablement engagés dans l'exercice de ses fonctions de Président.

Art. 13. Pouvoirs du conseil de gérance

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi de 1915 ou ces Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature du gérant et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chaque membre du conseil de gérance ou par toute autre personne à qui un mandat spécial a été donné par le conseil de gérance.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, chaque membre du conseil de gérance, peuvent subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, chaque membre du conseil de gérance, déterminent les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 14. Réunions et décisions du conseil de gérance

14.1 Quorum - Aucune décision ne sera prise lors d'une réunion du Conseil sauf si les conditions de quorum sont remplies au moment de la réunion et restent remplies pendant toute la durée de la réunion lors de laquelle les transactions sont décidées.

Le quorum nécessaire pour la transaction d'affaire du conseil de la Société sera constitué par la présence d'un Gérant Investisseur et de l'Agent Domiciliaire.

Si ce quorum n'est pas constitué lors d'une réunion du Conseil, cette réunion sera reportée à 5 Jours Ouvrables.

14.2 Votes - S'agissant d'une résolution devant être adoptée lors d'une réunion du Conseil de la Société, au sujet d'un Sujet Réserve au Conseil, l'approbation à plus de 75% des votes émis (y compris le vote d'un Gérant Investisseur) sera requise.

Toutes les autres questions à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil seront décidées à la majorité des votes émis.

Chaque gérant aura droit à une voix et en cas d'égalité, personne, y compris le Président, n'aura droit à une deuxième voix ou une voix prépondérante.

14.3 Conflit d'Intérêts - Le gérant n'aura pas le droit de vote à aucune réunion des gérants ou d'un comité de gérants sur aucune décision relative à un sujet sur lequel il aurait un conflit et ne sera pas compté dans le quorum d'une telle réunion sauf s'il fait une déclaration préalable au sujet de cet intérêt avant la réunion.

14.4 Organisation des Réunions - Le Président du Conseil, ou deux autres gérants, peuvent convoquer, et sur requête du Président du Conseil ou de deux autres gérants, convoqueront à tout moment une réunion du Conseil.

La périodicité des réunions du Conseil sera déterminée par le Pacte d'Associés.

Sous réserve des clauses 14.1 et le dernier paragraphe de cette clause 14.4, les réunions du Conseil doivent être convoquées avec un délai de minimum de 10 Jours Ouvrables. Cette convocation devra indiquer le lieu de la réunion (compte tenu, le cas échéant, des exigences spécifiques éventuellement prévues par le Pacte d'Associés) et l'ordre du jour de la réunion (avec, si cela est possible en pratique, tous les documents devant être soumis aux gérants) et devra être envoyée à tous les Gérants. Si (i) soit le Président du Conseil décide, de manière raisonnable, qu'une décision urgente devra être prise, soit (ii) l'accord préalable des Investisseurs détenant 75% ou plus du nombre total de Parts Sociales détenues par les Investisseurs a été obtenu, le délai de convocation peut être réduit à 5 Jours Ouvrables.

Les réunions du Conseil peuvent être tenues à plus bref délai qu'indiqué ci-dessus ou sans délais de convocation si tous les gérants sont d'accord.

14.5 Les Réunions tenues par Conférence Téléphonique - Sous réserve des stipulations spécifiques du Pacte d'Associés, toute réunion des gérants peut être tenue par conférence téléphonique entre les gérants lorsque certains parmi eux ou tous sont dans des endroits différents à condition que chaque gérant participant à la réunion soit en mesure:

14.5.1 d'entendre chacun des autres gérants qui participent à la réunion; et

14.5.2 s'il le souhaite, de s'adresser à chacun des autres gérants qui participent simultanément,

soit directement, par conférence téléphonique ou par tout autre mode de communication ou par combinaisons de différents modes de communication. Les conditions de quorum seront considérées comme remplies si elles sont remplies au moins s'agissant du nombre et de la désignation des gérants devant former le quorum. Une réunion tenue de cette manière sera considérée ayant eu lieu à l'endroit où le plus grand nombre de gérants est réuni ou, si un tel groupe ne peut être facilement identifié, à l'endroit où se trouve le Président de la réunion au début de celle-ci.

14.6 L'Observateur - Un observateur aura le droit de fréquenter toutes les réunions du Conseil, dans les circonstances décrites par le Pacte d'Associés.

14.7 Les Gérants de Remplacement - Le gérant peut nommer un autre gérant pour le remplacer lors d'une réunion spécifique du Conseil en envoyant une notification écrite spécifique à cet effet à la Société. Ce remplaçant pourra voter à la place du gérant et le gérant qui a désigné son remplaçant pourra lui donner des instructions sur le vote.

14.8 Les Résolutions Ecrites - Sous réserve de dispositions spécifiques du Pacte d'Associés, une résolution ou autre forme de décision prise sous forme écrite par tous les gérants qui auraient pu voter sur ces résolutions si elles avaient été proposées lors d'une réunion à laquelle ils auraient été présents sera aussi valable et pourra être utilisée à toutes fins utiles (sous réserve d'une convocation préalable de tous les gérants conformément à l'article 14.4) de la même manière que si elle avait été adoptée lors d'une réunion dûment convoquée et tenue et pourra consister en plusieurs documents ayant une forme analogue, chacun étant signé par un ou plusieurs gérants.

Art. 15. Les matières réservées au conseil

En sus des dispositions de la Loi de 1915, le Pacte d'Associés peut prévoir que certaines décisions spécifiques devront être approuvées par le Conseil (les «Matières Réservées au Conseil»).

Art. 16. Responsabilité des gérants - Indemnisation des gérants

16.1 Sous réserve des limitations prévues à l'article 16.2 ci-dessous, toute personne qui est, ou a été gérant de la Société sera indemnisée par cette dernière dans les limites maximales telles que prévues par la loi pour la responsabilité et tous les frais raisonnablement engagés ou payés par le gérant en question en relation avec toute action, demande ou procédure dans laquelle il a été impliqué (comme partie ou d'une autre manière) du fait même de sa fonction de gérant et pour lui permettre de couvrir tous les frais et dépenses qu'il aurait exposés à cette occasion.

16.2 Le gérant ne sera pas indemnisé dans les cas prévus par le Pacte d'Associés.

Décisions des associés

Art. 17. Décisions des associés

17.1 L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé pourra prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

17.2 Quorum - Aucune décision ne pourra être prise à l'assemblée si le quorum n'est pas atteint au moment et pendant toute la durée de l'assemblée.

Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, le quorum nécessaire pour la prise de décision lors d'une assemblée est la présence d'au moins un Investisseur.

Si le quorum n'est pas constitué durant l'assemblée, elle sera ajournée de 5 Jours Ouvrables.

17.3 Votes - Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, les décisions lors de l'assemblée seront prises à la majorité des votes, par scrutin.

Cependant, les résolutions modificatives de Statuts ne pourront être adoptées qu'à la majorité des Associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions prévues par Loi.

17.4 Convocation - Le délai minimum de convocation sera de dix Jours Ouvrables pour chaque assemblée de la Société. La convocation sera accompagnée d'une note d'information sur l'assemblée en question et un ordre du jour (ainsi que les copies de tous les documents y relatifs) des affaires à traiter.

Le délai de convocation mentionné ci-dessus pourra être réduit avec le consentement unanime donné par écrit de tous les associés.

Art. 18. L'assemblée générale annuelle des associés

L'Assemblée Générale Annuelle des Associés sera tenue à Luxembourg-Ville, le jour, l'heure et à l'endroit indiqués dans la convocation.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 19. Exercice social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Adoption des résultats sociaux

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Répartition des bénéfices

Le solde créditeur des comptes des bénéfices et des pertes, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sera transféré à la réserve légale. Cette déduction cessera d'être obligatoire quand le montant de la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis.

L'assemblée générale des associés pourra décider, par un vote majoritaire comme déterminé par la Loi, que l'excédant sera distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues, comme dividende ou sera reporter ou transféré à une réserve extraordinaire sans préjudice au dernier paragraphe de cet article.

Les porteurs de Parts Sociales de Catégorie A, de Catégorie B, de Catégorie c et/ou de Catégorie D auront le droit de recevoir pro rata un dividende préférentiel représentant 0.2% de la valeur nominale des parts sociales émises par la Société. Après le paiement d'un tel dividende, tous les dividendes restant pour la distribution, s'il en est, iront aux porteurs de Parts Sociales de Catégorie E. Dans le cas où il n'y aurait plus de Parts Sociales de Catégorie E dans la Société, les porteurs de Parts Sociales de Catégorie D auront le droit de recevoir tous le dividendes restant pour la distribution, s'il en est, après le paiement pro rata des dividendes préférentiels aux porteurs de Parts Sociales de Catégorie A, de Catégorie B et/ou de Catégorie C. Dans le cas où il n'y aurait plus ni de Parts Sociales de Catégorie D, ni de Parts Sociales de Catégorie E dans la Société, les porteurs de Parts Sociales de Catégorie C auront le droit de recevoir tous le dividendes restant pour la distribution, s'il en est, après le paiement pro rata des dividendes préférentiels aux porteurs de Parts Sociales de Catégorie A, de Catégorie B. Dans le cas où il n'y aurait plus ni de Parts Sociales de Catégorie C, ni de Parts Sociales de Catégorie D, ni de Parts Sociales de Catégorie E dans la Société, les porteurs de Parts Sociales de Catégorie B auront le droit de recevoir tous le dividendes restant pour la distribution, s'il en est, après le paiement pro rata des dividendes préférentiels aux porteurs de Parts Sociales de Catégorie A. Dans le cas où il n'y aurait plus ni de Parts Sociales de Catégorie B, ni de Parts Sociales de Catégorie C, ni de Parts Sociales de Catégorie D, ni de Parts Sociales de Catégorie E dans la Société, les porteurs de Parts Sociales de Catégorie A auront le droit de recevoir tous les dividendes restant pour la distribution, s'il en est.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution, Liquidation

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 23. Loi applicable

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Définitions et Interprétation

(a) «Affilié» signifie en relation avec un Investisseur (comprenant sans limitation, un Investisseur qui est un fonds commun de placement, société d'investissement, société en commandite simple ou société en nom collectif):

(a) tout autre fonds ou société (comprenant sans limitation, tout fonds commun de placement, société d'investissement, société en commandite simple ou société en nom collectif), qui est conseillé par, ou dont les actifs sont gérés (individuellement ou conjointement avec d'autres) de temps en temps par, cet Investisseur (ou une entreprise du groupe de cet Investisseur);

(b) tout autre fonds ou société (comprenant sans limitation, tout fonds commun de placement, société d'investissement, société en commandite simple ou société en nom collectif) dont cet Investisseur (ou une entreprise du groupe de cet Investisseur à ce moment) ou l'associé commandité, le fiduciaire, le mandataire, le gérant ou le conseiller de cet Investisseur, est associé commandité, fiduciaire, mandataire, gérant ou conseiller; ou

(c) tout autre fonds ou société (comprenant sans limitation, tout fonds commun de placement, société d'investissement, société en commandite simple ou société en nom collectif), qui est conseillé par, ou dont les actifs sont gérés (individuellement ou conjointement avec d'autres) de temps en temps par l'associé commandité, la fiduciaire, le mandataire, le gérant ou le conseiller de cet Investisseur;

«Agent Domiciliataire» signifie MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. ou toute autre entité nommée par l'Investisseur de temps en temps;

«Charge» signifie hypothèque, charge, gage, privilège, option, restriction, droit de premier refus, droit de préemption, droit ou intérêts de tierce partie, autre charge ou sûreté de toute sorte, ou un autre type de convention ou d'arrangement ayant un effet similaire;

«Comité de Rémunération» signifie le comité établi par le Conseil en conformité avec le Pacte d'Associés;

«Conseil» signifie le conseil de gérance de la Société, tel que constitué de temps en temps;

«Fonds» signifie tout fonds commun de placement, fonds d'investissement, société d'investissement, société en commandite simple, société en nom collectif ou plan collectif d'investissement, investissement professionnel (tel que défini à l'Article 19(5)(d) du FPO), société à forte valeur nette, association non constituée ou fonds ayant une valeur importante (tel que définis à l'Article 49(2) (a) à (c) du FPO), fonds de pension, compagnie d'assurance, personne autorisées par le FSMA ou toute entité sociale ou autre entité, pour lesquels, dans chaque cas, les actifs sont gérés professionnellement pour des objectifs d'investissement;

«Gérant de Remplacement» signifie le gérant de remplacement nommé pour une réunion spécifique conformément à la clause 14.7 des Statuts.

«Gérant Investisseur» signifie un gérant nommé par les Investisseurs conformément aux présents Statuts;

«Groupe» signifie la Société et ses entreprises filiales de temps en temps et toute société holding de la Société qui est insérée dans le but de planification d'une Sortie et dans laquelle la structure du capital de la Société est reprise sur

tous les points substantiels (et pour aussi longtemps que cette société holding est une société holding de la Société, toutes entreprises filiales d'une telle société holding de temps en temps) et «membre du Groupe» et «Société du Groupe» seront interprétés en conséquence; afin d'éviter tout doute, aucun Investisseur ni aucun membre d'un Groupe d'Investisseur d'Investisseur ne sera un membre du Groupe pour les besoins de ces Statuts;

«Groupe d'Investisseur» signifie «Groupe d'Investisseur» signifie, en relation avec un Investisseur:

- (a) toute entreprise du groupe de cet Investisseur à ce moment;
- (b) tout Affilié de cet Investisseur;
- (c) Tout(e) société en commandite simple, fiduciaire ou mandataire de cet Investisseur ou toute entreprise du groupe de cet investisseur à ce moment; et
- (d) Tout gérant ou conseiller ou associé commandité d'un Investisseur ou toute entreprise du groupe de cet investisseur à ce moment;

et «membre d'un Groupe d'Investisseur» sera interprété en conséquence;

«Instruments de PECs» signifie les instruments pouvant être de temps en temps en temps exécutés par la Société;

«Investisseurs» signifie:

CANDOVER INVESTMENTS PLC;

CANDOVER 2005 FUND US NO.1 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER 2005 FUND US NO.2 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER 2005 FUND US NO.3 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER 2005 FUND US NO.4 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER 2005 FUND UK NO.1 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER 2005 FUND UK NO.2 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER 2005 FUND UK NO.3 LIMITED PARTNERSHIP;

CANDOVER (TRUSTEES) LIMITED on behalf of the CANDOVER 2005 NORTHERN TRUST FIDUCIARY SERVICES (GUERNSEY) LIMITED as trustee of the CANDOVER 2005 OFFSHORE EMPLOYEE BENEFIT TRUST.

«Investisseurs Majoritaires» signifie les Investisseurs qui détiennent une majorité des Parts Sociales;

«IPO» a la signification qui lui est attribuée dans le Pacte d'Associés;

«Jour Ouvrable» signifie un jour (à l'exclusion des Samedis et Dimanches) où généralement les banques sont ouvertes à Londres, en Norvège, aux Pays-Bas ou au Luxembourg pour affaire normale;

«Loi de 1915» signifie la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée;

«Mandataire» signifie pour toute personne, un mandataire ou un dépositaire ou représentant similaire (sous les lois de tout pays) de cette personne;

NorCab 2, S.à r.l. signifie la société constituée par la Société, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, en cours d'immatriculation au registre du Commerce et des sociétés de Luxembourg, constituée par acte passé devant le notaire M^e Paul Bettingen le 23 décembre 2005, dont la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C est en cours.

«NorCab 2, S.à r.l. PECs» signifie les certificats de capital préférentiel émis par NorCab 2, S.à r.l.;

«NorCab 2, S.à r.l. Instruments de PECs» signifie les instruments exécutés par NorCab 2, S.à r.l. constituant les NorCab 2, S.à r.l. PECs;

«Pacte d'Associés» signifie tout pacte d'associé qui pourrait être conclu de temps en temps par la Société;

«Parts Sociales» signifie toutes les parts sociales émises par la Société;

«Parts Sociales de Classe A» signifie les parts sociales ordinaires «A» d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune dans le capital de la Société, ayant les droits et étant sujettes aux restrictions établies dans les Statuts et dans le Pacte d'Associés;

«Parts Sociales de Classe B» signifie les parts sociales ordinaires «B» d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune dans le capital de la Société, ayant les droits et étant sujettes aux restrictions établies dans les Statuts et dans le Pacte d'Associés;

«Parts Sociales de Classe C» signifie les parts sociales ordinaires «C» d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune dans le capital de la Société, ayant les droits et étant sujettes aux restrictions établies dans les Statuts et dans le Pacte d'Associés;

«Parts Sociales de Classe D» signifie les parts sociales ordinaires «D» d'une valeur nominale de EUR 25 chacune dans le capital de la Société, ayant les droits et étant sujettes aux restrictions établies dans les Statuts et dans le Pacte d'Associés;

«Parts Sociales de Classe E» signifie les parts sociales ordinaires «E» d'une valeur nominale de EUR 25 chacune dans le capital de la Société, ayant les droits et étant sujettes aux restrictions établies dans les Statuts et dans le Pacte d'Associés;

«PECs» signifie les certificats de capital préférentiel pouvant être émis de temps en temps par la Société et constitués par les Instruments de PECs;

«Plan de Co-Investissement» signifie tout plan par lequel certains cadres, employés parties d'un Investisseur or son conseiller ou gérant sont autorisés (en tant que personnes physiques ou via une société ou tout autre véhicule) à acquérir des actions que l'Investisseur acquerrai sinon.;

«Sortie» signifie une vente de la Société, ou une IPO ou une Vente d'Actif;

«Statuts»: signifie les statuts de la Société tel que modifiés de temps en temps;

«Vente d'actif»: signifie la vente par la Société ou tout autre membre du Groupe dans des conditions normales du marché et bona fide de tout, ou substantiellement tout, le business du Groupe, les actifs et les engagements étant sujet à et à condition que la distribution des montants d'une telle vente aux détenteurs de parts.

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'accepter, en conformité avec l'article 189 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés du 10 août 1915, telle que modifiée de manière subséquente, CANDOVER INVESTMENTS PLC, CANDOVER 2005 FUND US NO.1 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND US NO.2 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND US NO.3 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND US NO.4 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND UK NO.1 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND UK NO.2 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER 2005 FUND UK NO.3 LIMITED PARTNERSHIP, CANDOVER (TRUSTEES) LIMITED au nom de CANDOVER 2005 AND NORTHERN TRUST FIDUCIARY SERVICES (GUERNESEY) LIMITED comme administrateur de CANDOVER 2005 OFFSHORE EMPLOYEE BENEFIT TRUST comme associés futurs de la Société à qui les Parts Sociales de Classe A, de Classe B, de Classe C, de Classe D et de Classe E sont allouées conformément aux articles 6.5 à 6.12 des statuts tels que reformulés à la date ci-dessus, à la conversion des prêts convertibles.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Van Hees, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 2 février 2006, vol. 435, fol. 28, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 8 février 2006.

H. Hellinckx.

(023350/242/1181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

MANENDA TRADING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-1450 Luxembourg, 28, Côte d'Eich.

R. C. Luxembourg B 104.960.

DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société MANENDA TRADING S.A., reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 2 février 2006, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 7 février 2006, volume 901, folio 29, case 8 - que la société MANENDA TRADING, S.à r.l. (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 28, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 104.960,

constituée aux Iles Vierges Britanniques, en date du 7 octobre 1999 et dont le siège social statutaire fut transféré au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par le notaire soussigné du 26 novembre 2004 et publié au Mémorial C numéro 291 du 1^{er} avril 2005; au capital social de treize mille huit cent euros (13.800,- EUR), représenté par cent trente-huit (138) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR)

se trouve à partir de la date du 2 février 2006 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 22 novembre 2005 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les articles 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée relatifs à la liquidation des sociétés;

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de la Société dissoute, en l'occurrence au 28, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 6 mars 2006.

J.-J. Wagner

Notaire

(022147/239/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

EU ART S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 94.895.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 27 février 2006, réf. LSO-BN05820, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2006.

Signatures.

(022406/1369/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

LUNETTERIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4344 Esch-sur-Alzette, 4, rue Saint Vincent.

R. C. Luxembourg B 72.848.

Procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire

L'an deux mille six, le 17 février à 10.00 heures de relevée, à L-4344 Esch-sur-Alzette, 4, rue Saint Vincent.

Le comparant, à savoir:

- Monsieur Claude Gansen, opticien, demeurant à L-6931 Mensdorf, 3 cité A Gaessen,

en sa qualité d'associé unique et de gérant administratif de la S.à r.l. LUNETTERIE, représentant ainsi l'intégralité du capital social de ladite société, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- L'assemblée générale nomme avec effet immédiat Madame Claudia Lüttgen, opticienne, demeurant à D-54295 Trier, Auf der Burgmuer 31, aux fonctions de gérante technique de la S.à r.l. LUNETTERIE.

- La société est engagée par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

Esch-sur-Alzette, le 17 février 2006.

C. Gansen.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2006, réf. LSO-BN05233. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(022214//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006.

DOMINION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 70.706.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02523, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2006.

Signature.

(022424//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

DOMINION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 70.706.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02524, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2006.

Signature.

(022428//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

TACHE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 88.066.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 24 février 2006, réf. LSO-BN05618, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2006.

Signature.

(022485//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

TACHE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 88.066.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 février 2006, réf. LSO-BN05624, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2006.

Signature.

(022487//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

FILAURO GIUSEPPE, S.A R.L., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 42, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 36.607.

Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée est ouverte à 11.00 heures.

Ordre du jour:

- Cession de parts sociales;
- Démission;
- Nomination;
- Signature.

Tous les associés sont présents de façon que l'intégralité du capital social est représentée par:

Monsieur Fernand Engel, domicilié 12, rue de Ditzheck à L-3583 Dudelange	251 parts sociales
Monsieur Giuseppe Filauo, demeurant à L-3258 Bettembourg, 93, rue Fernand Mertens . . .	249 parts sociales
Total	500 parts sociales

Monsieur Fernand Engel, prèdit, cède 250 parts sociales d'une valeur nominale de 25,- EUR par part sociale à Monsieur Giuseppe Filauo, précité, et une part sociale à Monsieur Daniel Filauo, domicilié 93, rue Fernand Mertens à L-3258 Bettembourg.

Cette cession a eu lieu pour et moyennant le prix de 6.275,- EUR, somme que le cédant déclare avoir reçue du cessionnaire avant la passation des présentes, directement ce dont il en donne quittance, titre et décharge pour solde.

Suite à cette cession, la répartition des parts sociales est la suivante:

M. Giuseppe Filauo, prèdit	499 parts sociales
M. Daniel Filauo, précité	1 part sociale
Total	500 parts sociales

D'un commun accord, les associés acceptent la démission de M. Fernand Engel, précité, en tant que gérant technique. Les associés appellent à la fonction de gérant technique M. Daniel Filauo, prèdit, qui accepte.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée extraordinaire est close à 12.00 heures.

Fait à Esch-sur-Alzette, le 12 décembre 2005.

F. Engel / G. Filauo / D. Filauo.

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2006, réf. LSO-BM03919. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(022371/612/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

LiLux MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2180 Luxemburg, 2, rue Jean Monnet.

H. R. Luxemburg B 42.279.

Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 31. August 2005

I. Die Generalversammlung nimmt zur Kenntnis, dass die Herren Wolfgang Dürr und Paul Harr mit Wirkung zum 31. August 2005 ihr Mandat als Verwaltungsratsmitglied niedergelegt haben.

Die Herren Ernst-Wilhelm Münster, geb. am 2. Juli 1949 in Schleswig, und Dirk Weiske, geb. am 15. Juli 1965 in Stuttgart, bei mit beruflichem Wohnsitz in 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, werden vorbehaltlich der Genehmigung der CSSF mit Wirkung zum 31. August 2005 bis zur Generalversammlung, die über die Entlastung zum Geschäftsjahr entscheidet, das am 31. März 2006 endet, zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt.

Der Verwaltungsrat setzt sich somit wie folgt zusammen:

- Hanns Grad;
- Ernst-Wilhelm Münster;
- Dirk Weiske.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 3. März 2006.

Für gleichlautenden Auszug

H. Grad

Mitglied des Verwaltungsrates

Enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2006, réf. LSO-BO01234. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022502//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

48604

FENICIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 93.485.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 18 janvier 2006 que:

- Monsieur Bruno Beernaerts et Monsieur David De Marco ont démissionné de leurs fonctions d'administrateurs de catégorie B.

- Monsieur Jan Rottiers, employé, de nationalité belge, né à Naples (Italie) le 31 octobre 1964, demeurant à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf (G.-D. de Luxembourg) et Monsieur Gianluca Ninno, fiscaliste, de nationalité italienne, né à Policoro (Italie), le 7 avril 1975, demeurant à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf (G.-D. de Luxembourg) ont été nommés administrateurs de catégorie B. Le mandat des nouveaux administrateurs prendra fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

- Le siège social de la société est transféré de son ancienne adresse au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 24 février 2006, réf. LSO-BN05544. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022506/727/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

O.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4916 Bascharage, 45, rue Pierre Clément.
R. C. Luxembourg B 100.728.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 16 février 2006, réf. LSO-BN03661, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour VO CONSULTING LUX S.A.

Signature

(022605//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

DIMOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 87.851.

—
Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2004, enregistrés à Diekirch, le 2 mars 2006, réf. DSO-BO00003, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(022608//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

ProLogis UK XXXIV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 76.439.

—
L'affectation des résultats au 31 décembre 2004, enregistrée à Luxembourg, le 23 février 2006, complément au dépôt du bilan réf. LO60021897, réf. LSO-BN05187, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2006.

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l.

Gérant

Représenté par P. Cassels

Gérant

(023162//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

PROM-SCA PROMOTIONS IMMOBILIERES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4660 Differdange, 10, rue Michel Rodange.
R. C. Luxembourg B 78.541.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 mai 2005

Les actionnaires de la société PROM-SCA PROMOTIONS IMMOBILIERES S.A., réunis en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social, en date du 4 mai 2005, constatant que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes en place sont arrivés à échéance, décident de reconduire leurs mandats pour une durée de six années.

Sont donc reconduits à leurs postes d'administrateurs de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2011:

- Monsieur Vincenzo Scarfo, indépendant, demeurant à L-4660 Differdange, 10, rue Michel Rodange;
- Madame Kathy Di Salvatore, employée privée, demeurant à F-54190 Villerupt, 3, rue du Commandant Braine (France);
- Monsieur Michele Sofio, maçon, demeurant à I-2655 Pozzolo Formigaro (Italie), Strada Emilia 8.

Par ailleurs, Monsieur Vincenzo Scarfo, susvisé, est reconduit dans ses fonctions d'Administrateur-délégué et de Président du Conseil d'Administration jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2011.

Est reconduite à son poste de commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de l'année 2011:

- La société LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, R.C.S. Luxembourg B 25.797.

Les Administrateurs, Administrateur-délégué, Président du Conseil d'administration et Commissaire aux comptes de la société dont le mandat est reconduit déclarent accepter leurs nouveaux mandats.

Differdange, le 4 mai 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2006, réf. LSO-BN03943. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(022628/503/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

ACID S.A., ADDITIVES CATALYSTS & INDUSTRIAL DEVELOPMENTS, Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 94.691.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2006, réf. LSO-BO01276, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2006.

Signature.

(022635//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

OCALA CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 170.000,-.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 87.268.

Le bilan et l'annexe au 30 novembre 2004, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 8 mars 2006, réf. LSO-BO01261, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

Luxembourg, le 7 mars 2006.

A. Botfield.

(023121/710/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

OCALA CAPITAL MANAGEMENT LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 170.000,-.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 87.268.

Le bilan et l'annexe au 30 novembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 8 mars 2006, réf. LSO-BO01269, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

Luxembourg, le 7 mars 2006.

A. Botfield.

(023119/710/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

LENDIT LUXEMBOURG S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R. C. Luxembourg B 66.356.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 15 février 2006

Les actionnaires de la société LENDIT LUXEMBOURG S.A.H., réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire le 15 février 2006, ont décidé, à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

- Révocation avec effet immédiat de:

Monsieur Paul Lutgen, licencié en sciences, demeurant au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

Monsieur Luc Braun, diplômé en sciences, demeurant au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg de leurs mandats d'administrateur.

- Nomination de trois nouveaux administrateurs jusqu'à l'issue de l'Assemblée Annuelle de 2006, à savoir:

Monsieur Charles A. Dilley, administrateur de société, demeurant à Plan Torgon, CH-3961 Saint-Luc;

Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg;

Madame Isabelle Jacquot, expert-comptable, demeurant professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

qui acceptent leurs mandats comme administrateurs de la société.

En conséquence, le conseil d'administration de la société est dès lors composé de la manière suivante:

LENDIT S.A., ayant son siège au 64, avenue Emile Duray, B-1000 Bruxelles;

Monsieur Charles A. Dilley, administrateur de société, demeurant CH-3961 Saint-Luc;

Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg;

Madame Isabelle Jacquot, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

- Révocation avec effet immédiat de:

EURAUDIT, S.à r.l., N° R.C.S. B 42.889, ayant son siège au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg de son poste de commissaire aux comptes.

- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'Assemblée Annuelle de 2006:

LUX-AUDIT S.A., N° R.C.S. B 25.797, ayant son siège au 57, av. de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

qui accepte son mandat de commissaire aux comptes de la société.

- Transfert du siège social de la société avec effet immédiat au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 février 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2006, réf. LSO-BN03940. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(022638/3083/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

WOLF INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 60.277.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 1^{er} février 2006 a appelé aux fonctions d'administrateur Monsieur Eric Magrini, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Giampiero Aversa. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2007.

Lors de cette même Assemblée, les mandats des administrateurs:

MONTEREY SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,

ont été renouvelés et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2007.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de ces administrateurs.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A., 6-12, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg,

a été renouvelé et prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2007.

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

MONTEREY SERVICES S.A., Administrateur;

Monsieur Eric Magrini, Administrateur;

UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., Administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2006.

Pour WOLF INVESTMENT S.A.

E. Magrini

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2006, réf. LSO-BO01632. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(023387/029/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

LIMAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R. C. Luxembourg B 26.031.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 15 février 2006

Les actionnaires de la société LIMAN S.A., réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire le 15 février 2006, ont décidé, à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

- Révocation avec effet immédiat de:

Monsieur Paul Lutgen, licencié en sciences, demeurant au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

Monsieur Luc Braun, diplômé en sciences, demeurant au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

Monsieur Norbert Schmitz, directeur, demeurant à Luxembourg

de leurs mandats d'administrateur, respectivement d'administrateur-délégué en ce qui concerne M. Paul Lutgen.

- Nomination de quatre nouveaux administrateurs jusqu'à l'issue de l'Assemblée Annuelle de 2006, à savoir:

LENDIT S.A., ayant son siège au 64, avenue Emile Duray, B-1000 Bruxelles;

Monsieur Charles A. Dilley, administrateur de société, demeurant à Plan Torgon, CH-3961 Saint-Luc;

Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg;

Madame Isabelle Jacquot, expert-comptable, demeurant professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

qui acceptent leurs mandats comme administrateurs de la société.

En conséquence, le conseil d'administration de la société est dès lors composé de la manière suivante:

LENDIT S.A., ayant son siège au 64, avenue Emile Duray, B-1000 Bruxelles;

Monsieur Charles A. Dilley, administrateur de société, demeurant CH-3961 Saint-Luc;

Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg;

Madame Isabelle Jacquot, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

- Révocation avec effet immédiat de:

EURAUDIT, S.à r.l., N° R.C.S. B 42.889, ayant son siège au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg

de son poste de commissaire aux comptes.

- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'Assemblée Annuelle de 2006:

LUX-AUDIT S.A., N° R.C.S. B 25.797, ayant son siège au 57, av. de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg

qui accepte son mandat de commissaire aux comptes de la société.

- Transfert du siège social de la société avec effet immédiat au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 février 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2006, réf. LSO-BN03944. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022642/3083/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

PEGASE INVESTMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 70.359.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 février 2006.

H. Hellinckx

Notaire

(022661/242/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2006.

HVB, HERSTELLER-VERTRETUNGEN-BETRIEBS GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 32.358.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2005, réf. LSO-BJ06668, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2006.

FIDUCIAIRE JOSEPH TREIS, S.à r.l.

Signature

(022881/601/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

FIDJI LUXCO (BC) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Registered office: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 111.801.

In the year two thousand and five, on the second of December.

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mrs Andrea Hoffmann, private employee, residing in Luxembourg, acting as the representative of FIDJI LUXCO (BC) S.C.A. (the «Company»), a société en commandite par actions, having its registered office at 5, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 111.801, pursuant to a resolution of the sole manager of the Company dated 26 October 2005.

A copy of the said resolution, initialled *ne varietur* by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state her declarations as follows:

1) The Company has been incorporated in the form of a société en commandite par actions under the name of FIDJI LUXCO (BC) S.C.A. pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 5 October 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2) The issued share capital of the Company is currently set at four hundred seventy-nine thousand one hundred eighty-two Euro and fifty cents (EUR 479,182.50) represented by three hundred eighty-three thousand three hundred forty-six (383,346) fully paid up shares having a par value of one Euro twenty-five cents (EUR 1.25) each.

3) Pursuant to article 6.9. of the articles of incorporation of the Company, the authorised share capital of the Company is currently set at an amount of twenty-five million four hundred sixty-seven thousand three hundred thirty-seven Euro and fifty cents (EUR 25,467,337.50), represented by:

(a) thirteen million five hundred thirty-one thousand sixty-two (13,531,062) Class A Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance at a later time;

(b) four million two hundred thousand (4,200,000) Class A Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance upon the conversion of the Series 1 CPECs;

(c) eight hundred sixty-three thousand six hundred eighty-five (863,685) Class B Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance to any Executive that subscribes therefor; and

(d) one million seven hundred seventy-nine thousand one hundred twenty-three (1,779,123) Class C Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance to any Executive that subscribes therefor.

The sole manager of the Company is authorised to issue shares without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

4) By a resolution adopted on the 1st December 2005, the sole manager of the Company has decided to increase the Company's share capital from its current amount of four hundred seventy-nine thousand one hundred eighty-two Euro and fifty cents (EUR 479,182.50) up to an amount of seven hundred twenty-seven thousand six hundred seventy Euro (EUR 727,670) through the issuance of six thousand eight hundred nineteen (6,819) Class A Ordinary Shares (the «Newly Issued Class A Ordinary Shares»), sixty-two thousand seven hundred thirty-seven (62,737) Class B Ordinary Shares (the «Newly Issued Class B Ordinary Shares») and one hundred twenty-nine thousand two hundred thirty-four (129,234) Class C Ordinary Shares (the «Newly Issued Class C Ordinary Shares»), each having a par value of EUR 1.25, such Newly Issued Shares being fully paid up in cash.

In accordance with article 6.9. of the articles of incorporation of the Company, the manager of the Company has decided to suppress the preferential subscription right of the existing shareholders to subscribe the Newly Issued Shares.

The six thousand eight hundred nineteen (6,819) Newly Issued Class A Ordinary Shares have been subscribed as follows:

- One thousand four hundred seventy-four (1,474) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Henri Pieyre de Mandiargues, for a subscription price of fifteen thousand five Euro and thirty-two cents (EUR 15,005.32), to be allocated as follows:

(i) one thousand eight hundred forty-two Euro and fifty cents (EUR 1,842.50) shall be allocated to the share capital;

(ii) thirteen thousand one hundred sixty-two Euro and eighty-two cents (EUR 13,162.82) shall be allocated to the share premium;

- Nine hundred seventy-nine (979) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Marc Moulinier, for a subscription price of nine thousand nine hundred sixty-six Euro and twenty-two cents (EUR 9,966.22), to be allocated as follows:

(i) one thousand two hundred twenty-three Euro and seventy-five cents (EUR 1,223.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) eight thousand seven hundred forty-two Euro and forty-seven cents (EUR 8,742.47) shall be allocated to the share premium;

- Seven hundred fifty-four (754) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Jean Piquet, for a subscription price of seven thousand six hundred seventy-five Euro and seventy-two cents (EUR 7,675.72), to be allocated as follows:

(i) nine hundred forty-two Euro and fifty cents (EUR 942.50) shall be allocated to the share capital;

(ii) six thousand seven hundred thirty-three Euro and twenty-two cents (EUR 6,733.22) shall be allocated to the share premium;

- One thousand forty-eight (1,048) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Gérard Leveque, for a subscription price of ten thousand six hundred sixty-eight Euro and sixty-four cents (EUR 10,668.64), to be allocated as follows:

(i) one thousand three hundred ten Euro (EUR 1,310) shall be allocated to the share capital;

(ii) nine thousand three hundred fifty-eight Euro and sixty-four cents (EUR 9,358.64) shall be allocated to the share premium;

- Two hundred thirty-seven (237) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Jérôme Duhirel, for a subscription price of two thousand four hundred twelve Euro and sixty-six cents (EUR 2,412.66), to be allocated as follows:

(i) two hundred ninety-six Euro and twenty-five cents (EUR 296.25) shall be allocated to the share capital;

(ii) two thousand one hundred sixteen Euro and forty-one cents (EUR 2,116.41) shall be allocated to the share premium;

- Three hundred twelve (312) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Thierry Rossigneux, for a subscription price of three thousand one hundred seventy-six Euro and sixteen cents (EUR 3,176.16), to be allocated as follows:

(i) three hundred ninety Euro (EUR 390) shall be allocated to the share capital;

(ii) two thousand seven hundred eighty-six Euro and sixteen cents (EUR 2,786.16) shall be allocated to the share premium;

- Seven hundred forty-seven (747) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Eric Turpin, for a subscription price of seven thousand six hundred four Euro and forty-six cents (EUR 7,604.46), to be allocated as follows:

(i) nine hundred thirty-three Euro and seventy-five cents (EUR 933.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) six thousand six hundred seventy Euro and seventy-one cents (EUR 6,670.71) shall be allocated to the share premium;

- One thousand two hundred sixty-eight (1,268) Class A Ordinary Shares have been subscribed by Mr Michel Safir, for a subscription price of twelve thousand nine hundred eight Euro and twenty-four cents (EUR 12,908.24), to be allocated as follows:

(i) one thousand five hundred eighty-five Euro (EUR 1,585) shall be allocated to the share capital;

(ii) eleven thousand three hundred twenty-three Euro and twenty-four cents (EUR 11,323.24) shall be allocated to the share premium.

The sixty-two thousand seven hundred thirty-seven (62,737) Newly Issued Class B Ordinary Shares have been subscribed as follows:

- Twelve thousand ninety-two (12,092) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Marc Moulinier, for a subscription price of seventy thousand six hundred seventeen Euro and twenty-eight cents (EUR 70,617.28), to be allocated as follows:

(i) fifteen thousand one hundred fifteen Euro (EUR 15,115) shall be allocated to the share capital;

(ii) fifty-five thousand five hundred two Euro and twenty-eight cents (EUR 55,502.28) shall be allocated to the share premium;

- Nine thousand two hundred three (9,203) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Jean Piquet, for a subscription price of fifty-three thousand seven hundred forty-five Euro and fifty-two cents (EUR 53,745.52), to be allocated as follows:

(i) eleven thousand five hundred three Euro and seventy-five cents (EUR 11,503.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) forty-two thousand two hundred forty-one Euro and seventy-seven cents (EUR 42,241.77) shall be allocated to the share premium;

- Nine thousand two hundred three (9,203) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Gérard Leveque, for a subscription price of fifty-three thousand seven hundred forty-five Euro and fifty-two cents (EUR 53,745.52), to be allocated as follows:

(i) eleven thousand five hundred three Euro and seventy-five cents (EUR 11,503.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) forty-two thousand two hundred forty-one Euro and seventy-seven cents (EUR 42,241.77) shall be allocated to the share premium;

- Eight thousand six hundred thirty-six (8,636) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Jérôme Duhirel, for a subscription price of fifty thousand four hundred thirty-four Euro and twenty-four cents (EUR 50,434.24), to be allocated as follows:

(i) ten thousand seven hundred ninety-five Euro (EUR 10,795) shall be allocated to the share capital;

(ii) thirty-nine thousand six hundred thirty-nine Euro and twenty-four cents (EUR 39,639.24) shall be allocated to the share premium;

- Nine thousand two hundred three (9,203) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Thierry Rossigneux, for a subscription price of fifty-three thousand seven hundred forty-five Euro and fifty-two cents (EUR 53,745.52), to be allocated as follows:

(i) eleven thousand five hundred three Euro and seventy-five cents (EUR 11,503.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) forty-two thousand two hundred forty-one Euro and seventy-seven cents (EUR 42,241.77) shall be allocated to the share premium;

- Five thousand seven hundred sixty-three (5,763) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Eric Turpin, for a subscription price of thirty-three thousand six hundred fifty-five Euro and ninety-two cents (EUR 33,655.92), to be allocated as follows:

(i) seven thousand two hundred three Euro and seventy-five cents (EUR 7,203.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) twenty-six thousand four hundred fifty-two Euro and seventeen cents (EUR 26,452.17) shall be allocated to the share premium;

- Eight thousand six hundred thirty-seven (8,637) Class B Ordinary Shares have been subscribed by Mr Michel Safir, for a subscription price of fifty thousand four hundred forty Euro and eight cents (EUR 50,440.08), to be allocated as follows:

(i) ten thousand seven hundred ninety-six Euro and twenty-five cents (EUR 10,796.25) shall be allocated to the share capital;

(ii) thirty-nine thousand six hundred forty-three Euro and eighty-three cents (EUR 39,643.83) shall be allocated to the share premium.

The one hundred twenty-nine thousand two hundred thirty-four (129,234) Newly Issued Class C Ordinary Shares have been subscribed as follows:

- Twenty-four thousand nine hundred seven (24,907) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Marc Moulinier, for a subscription price of thirty-two thousand eight hundred seventy-seven Euro and twenty-four cents (EUR 32,877.24), to be allocated as follows:

(i) thirty-one thousand one hundred thirty-three Euro and seventy-five cents (EUR 31,133.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) one thousand seven hundred forty-three Euro and forty-nine cents (EUR 1,743.49) shall be allocated to the share premium;

- Eighteen thousand nine hundred fifty-eight (18,958) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Jean Piquet, for a subscription price of twenty-five thousand twenty-four Euro and fifty-six cents (EUR 25,024.56), to be allocated as follows:

(i) twenty-three thousand six hundred ninety-seven Euro and fifty cents (EUR 23,697.50) shall be allocated to the share capital;

(ii) one thousand three hundred twenty-seven Euro and six cents (EUR 1,327.06) shall be allocated to the share premium;

- Eighteen thousand nine hundred fifty-eight (18,958) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Gérard Leveque, for a subscription price of twenty-five thousand twenty-four Euro and fifty-six cents (EUR 25,024.56), to be allocated as follows:

(i) twenty-three thousand six hundred ninety-seven Euro and fifty cents (EUR 23,697.50) shall be allocated to the share capital;

(ii) one thousand three hundred twenty-seven Euro and six cents (EUR 1,327.06) shall be allocated to the share premium;

- Seventeen thousand seven hundred ninety-one (17,791) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Jérôme Duhirel, for a subscription price of twenty-three thousand four hundred eighty-four Euro and twelve cents (EUR 23,484.12), to be allocated as follows:

(i) twenty-two thousand two hundred thirty-eight Euro and seventy-five cents (EUR 22,238.75) shall be allocated to the share capital;

(ii) one thousand two hundred forty-five Euro and thirty-seven cents (EUR 1,245.37) shall be allocated to the share premium;

- Eighteen thousand nine hundred fifty-eight (18,958) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Thierry Rossigneux, for a subscription price of twenty-five thousand twenty-four Euro and fifty-six cents (EUR 25,024.56), to be allocated as follows:

(i) twenty-three thousand six hundred ninety-seven Euro and fifty cents (EUR 23,697.50) shall be allocated to the share capital;

(ii) one thousand three hundred twenty-seven Euro and six cents (EUR 1,327.06) shall be allocated to the share premium;

- Eleven thousand eight hundred seventy (11,870) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Eric Turpin, for a subscription price of fifteen thousand six hundred sixty-eight Euro and forty cents (EUR 15,668.40), to be allocated as follows:

(i) fourteen thousand eight hundred thirty-seven Euro and fifty cents (EUR 14,837.50) shall be allocated to the share capital;

(ii) eight hundred thirty Euro and ninety cents (EUR 830.90) shall be allocated to the share premium;

- Seventeen thousand seven hundred ninety-two (17,792) Class C Ordinary Shares have been subscribed by Mr Michel Safir, for a subscription price of twenty-three thousand four hundred eighty-five Euro and forty-four cents (EUR 23,485.44), to be allocated as follows:

(i) twenty-two thousand two hundred forty Euro (EUR 22,240) shall be allocated to the share capital;

(ii) one thousand two hundred forty-five Euro and forty-four cents (EUR 1,245.44) shall be allocated to the share premium.

As a consequence of such increase of share capital, article 6.1. and article 6.9. of the articles of incorporation of the Company are amended and now read as follows:

«**Art. 6.1. Subscribed Capital.** The Company has a subscribed capital of seven hundred twenty-seven thousand six hundred seventy Euro (EUR 727,670) represented by fully paid up shares, consisting of:

(a) Two hundred eighty-four thousand four hundred fifty (284,450) Class A Ordinary Shares with a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each;

(b) Ninety-seven thousand two hundred eighty-five (97,285) Class B Ordinary Shares with a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each;

(c) Two hundred thousand four hundred (200,400) Class C Ordinary Shares with a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each;

(d) One (1) Commandité Share with a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25).

All shares shall vote together and, except as may be required by law or set forth in these Articles, the holders of any separate class of shares shall not be entitled to vote separately on any matter. No shares of any class shall be entitled to any pre-emptive rights with respect to any shares of the Company, except as may be required by law or as the shareholders may otherwise agree.»

«**Art. 6.9. Authorised Capital.** In addition to the subscribed capital, the Company has an authorised capital which is fixed at an amount of twenty-five million two hundred eighteen thousand eight hundred fifty Euro (EUR 25,218,850) represented by:

(a) thirteen million five hundred twenty-four thousand two hundred forty-three (13,524,243) Class A Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance at a later time;

(b) eight hundred thousand nine hundred forty-eight (800,948) Class B Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance to any Executive that subscribes therefor; and

(c) one million six hundred forty-nine thousand eight hundred eighty-nine (1,649,889) Class C Ordinary Shares having a nominal value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) per share, which are reserved for issuance to any Executive that subscribes therefor.

During a period ending five (5) years after the date of publication of the shareholders' resolution to create the authorised capital in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Commandité is authorised to increase once, or several times, the subscribed capital by causing the Company to issue new shares within the limits of the authorised capital. Such new shares may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Commandité may in its sole discretion determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the new shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the new shares to be subscribed and issued, to determine if the new shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either by cash or by assets other than cash. Unless the shareholders shall have otherwise agreed, when realising the authorised capital in full or in part, the Commandité is expressly authorised to limit or to waive the preferential subscription right reserved to existing shareholders. The Commandité may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the new shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the Commandités, the present article is, as a consequence, to be adjusted.»

Expenses

The expenses, encumbant on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately eight thousand Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this deed.

After reading and interpretation to the appearing person, known to the notary by her first name and surname, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le deux décembre.

Par-devant nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Andrea Hoffmann, employée privée, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de représentant de FIDJI LUXCO (BC) S.C.A. (la «Société»), une société en commandite par actions ayant son siège social au 5, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111.801, suivant une résolution du gérant unique de la Société en date du 26 octobre 2005.

Une copie de ladite résolution paraphée ne varietur par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La personne comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les déclarations suivantes:

1) La Société a été constituée sous la forme d'une société en commandite par actions sous le nom de FIDJI LUXCO (BC) S.C.A. suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2005, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2) La Société a un capital émis de quatre cent soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingt-deux euros et cinquante cents (EUR 479.182,50) représenté par trois cent quatre-vingt-trois mille trois cent quarante-six (383.346) actions entièrement libérées, ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune.

3) Suivant l'article 6.9. des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société est fixé à vingt-cinq millions quatre cent soixante-sept mille trois cent trente-sept euros et cinquante cents (EUR 25.467.337,50), représenté par:

(a) treize millions cinq cent trente et un mille soixante-deux (13.531.062) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises dans le futur;

(b) quatre millions deux cent mille (4.200.000) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises pour la conversion des Séries 1 CPECs;

(c) huit cent soixante-trois mille six cent quatre-vingt-cinq (863.685) Actions Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises à tout Cadre qui y souscrit;

(d) un million sept cent soixante-dix-neuf mille cent vingt-trois (1.779.123) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises à tout Cadre qui y souscrit.

Le gérant unique de la Société est autorisé à émettre des actions sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription.

4) Par une résolution adoptée en date du 1^{er} décembre 2005, le gérant unique de la Société a décidé d'augmenter le capital social de son montant actuel de quatre cent soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingt-deux euros et cinquante cents (EUR 479.182,50) à un montant de sept cent vingt-sept mille six cent soixante-dix euros (EUR 727.670), par l'émission de six mille huit cent dix-neuf (6.819) Actions Ordinaires de Classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A Nouvellement Emises»), soixante-deux mille sept cent trente-sept (62.737) Actions Ordinaires de Classe B (les «Actions Ordinaires de Classe B Nouvellement Emises») et cent vingt-neuf mille deux cent trente-quatre (129.234) Actions Ordinaires de Classe C (les «Actions Ordinaires de Classe C Nouvellement Emises»), ayant une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune, ces Actions Nouvellement Emises ayant été libérées intégralement en espèces.

Conformément à l'article 6.9. des statuts de la Société, le gérant de la Société a décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants pour les Actions Nouvellement Emises.

Les six mille huit cent dix-neuf (6.819) Actions Ordinaires de Classe A Nouvellement Emises sont intégralement souscrites comme suit:

- Mille quatre cent soixante-quatorze (1.474) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Henri Pieyre de Mandiargues, pour un prix de quinze mille cinq euros et trente-deux cents (EUR 15.005,32) qui sera affecté comme suit:

(i) mille huit cent quarante-deux euros et cinquante cents (EUR 1.842,50) seront affectés au capital social;

(ii) treize mille cent soixante-deux euros et quatre-vingt-deux cents (EUR 13.162,82) seront affectés à la prime d'émission;

- Neuf cent soixante-dix-neuf (979) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Marc Moulinier, pour un prix de neuf mille neuf cent soixante-six euros et vingt-deux cents (EUR 9.966,22) qui sera affecté comme suit:

(i) mille deux cent vingt-trois euros et soixante-quinze cents (EUR 1.223,75) seront affectés au capital social;

(ii) huit mille sept cent quarante-deux euros et quarante-sept cents (EUR 8.742,47) seront affectés à la prime d'émission;

- Sept cent cinquante-quatre (754) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Jean Piquet, pour un prix de sept mille six cent soixante-quinze euros et soixante-douze cents (EUR 7.675,72) qui sera affecté comme suit:

(i) neuf cent quarante-deux euros et cinquante cents (EUR 942,50) seront affectés au capital social;

(ii) six mille sept cent trente-trois euros et vingt-deux cents (EUR 6.733,22) seront affectés à la prime d'émission;

- Mille quarante-huit (1.048) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Gérard Leveque, pour un prix de dix mille six cent soixante-huit euros et soixante-quatre cents (EUR 10.668,64) qui sera affecté comme suit:

(i) mille trois cent dix euros (EUR 1.310) seront affectés au capital social;

(ii) neuf mille trois cent cinquante-huit euros et soixante-quatre cents (EUR 9.358,64) seront affectés à la prime d'émission;

- Deux cent trente-sept (237) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Jérôme Duhirel, pour un prix de deux mille quatre cent douze euros et soixante-six cents (EUR 2.412,66) qui sera affecté comme suit:

(i) deux cent quatre-vingt-seize euros et vingt-cinq cents (EUR 296,25) seront affectés au capital social;

(ii) deux mille cent seize euros et quarante et un cents (EUR 2.116,41) seront affectés à la prime d'émission;

- Trois cent douze (312) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Thierry Rossigneux, pour un prix de trois mille cent soixante-seize euros et seize cents (EUR 3.176,16) qui sera affecté comme suit:

(i) trois cent quatre-vingt-dix euros (EUR 390) seront affectés au capital social;

(ii) deux mille sept cent quatre-vingt-six Euro et seize cents (EUR 2.786,16) seront affectés à la prime d'émission;

- Sept cent quarante-sept (747) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Eric Turpin, pour un prix de sept mille six cent quatre euros et quarante-six cents (EUR 7.604,46) qui sera affecté comme suit:

(i) neuf cent trente-trois euros et soixante-quinze cents (EUR 933,75) seront affectés au capital social;

(ii) six mille six cent soixante-dix euros et soixante-onze cents (EUR 6.670,71) seront affectés à la prime d'émission;

- Mille deux cent soixante-huit (1.268) Actions Ordinaires de Classe A sont souscrites par M. Michel Safir, pour un prix de douze mille neuf cent huit euros et vingt-quatre cents (EUR 12.908,24) qui sera affecté comme suit:

(i) mille cinq cent quatre-vingt-cinq euros (EUR 1.585) seront affectés au capital social;

(ii) onze mille trois cent vingt-trois euros et vingt-quatre cents (EUR 11.323,24) seront affectés à la prime d'émission;

Les soixante-deux mille sept cent trente-sept (62.737) Actions Ordinaires de Classe B Nouvellement Emises sont intégralement souscrites comme suit:

- Douze mille quatre-vingt-douze (12.092) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Marc Moulinier, pour un prix de soixante-dix mille six cent dix-sept euros et vingt-huit cents (EUR 70.617,28) qui sera affecté comme suit:

- (i) quinze mille cent quinze euros (EUR 15.115) seront affectés au capital social;
- (ii) cinquante-cinq mille cinq cent deux euros et vingt-huit cents (EUR 55.502,28) seront affectés à la prime d'émission;

- Neuf mille deux cent trois (9.203) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Jean Piquet, pour un prix de cinquante-trois mille sept cent quarante-cinq euros et cinquante-deux cents (EUR 53.745,52) qui sera affecté comme suit:

- (i) onze mille cinq cent trois euros et soixante-quinze cents (EUR 11.503,75) seront affectés au capital social;
- (ii) quarante-deux mille deux cent quarante et un euros et soixante-dix-sept cents (EUR 42.241,77) seront affectés à la prime d'émission;

- Neuf mille deux cent trois (9.203) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Gérard Leveque, pour un prix de cinquante-trois mille sept cent quarante-cinq euros et cinquante-deux cents (EUR 53.745,52) qui sera affecté comme suit:

- (i) onze mille cinq cent trois euros et soixante-quinze cents (EUR 11.503,75) seront affectés au capital social;
- (ii) quarante-deux mille deux cent quarante et un euros et soixante-dix-sept cents (EUR 42.241,77) seront affectés à la prime d'émission;

- Huit mille six cent trente-six (8.636) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Jérôme Duhirel, pour un prix de cinquante mille quatre cent trente-quatre euros et vingt-quatre cents (EUR 50.434,24) qui sera affecté comme suit:

- (i) dix mille sept cent quatre-vingt-quinze euros (EUR 10.795) seront affectés au capital social;
- (ii) trente-neuf mille six cent trente-neuf euros et vingt-quatre cents (EUR 39.639,24) seront affectés à la prime d'émission;

- Neuf mille deux cent trois (9.203) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Thierry Rossigneux, pour un prix de cinquante-trois mille sept cent quarante-cinq euros et cinquante-deux cents (EUR 53.745,52) qui sera affecté comme suit:

- (i) onze mille cinq cent trois euros et soixante-quinze cents (EUR 11.503,75) seront affectés au capital social;
- (ii) quarante-deux mille deux cent quarante et un euros et soixante-dix-sept cents (EUR 42.241,77) seront affectés à la prime d'émission;

- Cinq mille sept cent soixante-trois (5.763) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Eric Turpin, pour un prix de trente-trois mille six cent cinquante-cinq euros et quatre-vingt-douze cents (EUR 33.655,92) qui sera affecté comme suit:

- (i) sept mille deux cent trois euros et soixante-quinze cents (EUR 7.203,75) seront affectés au capital social;
- (ii) vingt-six mille quatre cent cinquante-deux euros et dix-sept cents (EUR 26.452,17) seront affectés à la prime d'émission;

- Huit mille six cent trente-sept (8.637) Actions Ordinaires de Classe B sont souscrites par M. Michel Safir, pour un prix de cinquante mille quatre cent quarante euros et huit cents (EUR 50.440,08) qui sera affecté comme suit:

- (i) dix mille sept cent quatre-vingt-seize euros et vingt-cinq cents (EUR 10.796,25) seront affectés au capital social;
- (ii) trente-neuf mille six cent quarante-trois euros et quatre-vingt-trois cents (EUR 39.643,83) seront affectés à la prime d'émission;

Les cent vingt-neuf mille deux cent trente-quatre (129.234) Actions Ordinaires de Classe C Nouvellement Emises sont intégralement souscrites comme suit:

- Vingt-quatre mille neuf cent sept (24.907) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Marc Moulinier, pour un prix de trente-deux mille huit cent soixante-dix-sept euros et vingt-quatre cents (EUR 32.877,24) qui sera affecté comme suit:

- (i) trente et un mille cent trente-trois euros et soixante-quinze cents (EUR 31.133,75) seront affectés au capital social;
- (ii) mille sept cent quarante-trois euros et quarante-neuf cents (EUR 1.743,49) seront affectés à la prime d'émission;

- Dix-huit mille neuf cent cinquante-huit (18.958) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Jean Piquet, pour un prix de vingt-cinq mille vingt-quatre euros et cinquante-six cents (EUR 25.024,56) qui sera affecté comme suit:

(i) vingt-trois mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et cinquante cents (EUR 23.697,50) seront affectés au capital social;

- (ii) mille trois cent vingt-sept euros et six cents (EUR 1.327,06) seront affectés à la prime d'émission;

- Dix-huit mille neuf cent cinquante-huit (18.958) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Gérard Leveque, pour un prix de vingt-cinq mille vingt-quatre euros et cinquante-six cents (EUR 25.024,56) qui sera affecté comme suit:

(i) vingt-trois mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et cinquante cents (EUR 23.697,50) seront affectés au capital social;

- (ii) mille trois cent vingt-sept euros et six cents (EUR 1.327,06) seront affectés à la prime d'émission;

- Dix-sept mille sept cent quatre-vingt-onze (17.791) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Jérôme Duhirel, pour un prix de vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-quatre euros et douze cents (EUR 23.484,12) qui sera affecté comme suit:

(i) vingt-deux mille deux cent trente-huit euros et soixante-quinze euros (EUR 22.238,75) seront affectés au capital social;

- (ii) mille deux cents quarante-cinq euros et trente-sept cents (EUR 1.245,37) seront affectés à la prime d'émission;

- Dix-huit mille neuf cent cinquante-huit (18.958) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Thierry Rosigneux, pour un prix de vingt-cinq mille vingt-quatre euros et cinquante-six cents (EUR 25.024,56) qui sera affecté comme suit:

(i) vingt-trois mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et cinquante cents (EUR 23.697,50) seront affectés au capital social;

(ii) mille trois cent vingt-sept euros et six cents (EUR 1.327,06) seront affectés à la prime d'émission;

- Onze mille huit cent soixante-dix (11.870) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Eric Turpin, pour un prix de quinze mille six cent soixante-huit euros et quarante cents (EUR 15.668,40) qui sera affecté comme suit:

(i) quatorze mille huit cent trente-sept euros et cinquante cents (EUR 14.837,50) seront affectés au capital social;

(ii) huit cent trente euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 830,90) seront affectés à la prime d'émission;

- Dix-sept mille sept cent quatre-vingt-douze (17.792) Actions Ordinaires de Classe C sont souscrites par M. Michel Safir, pour un prix de vingt-trois mille quatre cent quatre-vingt-cinq euros et quarante-quatre cents (EUR 23.485,44) qui sera affecté comme suit:

(i) vingt-deux mille deux cent quarante euros (EUR 22.240) seront affectés au capital social;

(ii) mille deux cent quarante-cinq euros et quarante-quatre cents (EUR 1.245,44) seront affectés à la prime d'émission;

En conséquence de cette augmentation de capital, l'article 6.1. et l'article 6.9. des statuts de la Société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.1. Capital souscrit.** La Société a un capital souscrit de sept cent vingt-sept mille six cent soixante-dix euros (EUR 727.670) représenté par des actions entièrement libérées, consistant en:

(a) deux cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent cinquante (284.450) Actions Ordinaires de Classe A, ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune;

(b) quatre-vingt-dix-sept mille deux cent quatre-vingt-cinq (97.285) Actions Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune;

(c) deux cent mille quatre cents (200.400) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune;

(d) une (1) Action de Commandité ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action.

Toutes les actions votent ensemble et, sauf si la loi ou les présents statuts en disposent autrement, les porteurs d'actions de classes différentes ne seront pas en droit de voter séparément sur une question. Aucune classe d'action ne comporte un droit de préemption sur quelque action de la Société que ce soit, sauf si la loi en dispose autrement ou les actionnaires en conviennent autrement.»

«**Art. 6.9. Capital autorisé.** En plus du capital souscrit, la Société a un capital autorisé de vingt-cinq millions deux cent dix-huit mille huit cent cinquante euros (EUR 25.218.850), représenté par:

(a) treize millions cinq cent vingt-quatre mille deux cent quarante-trois (13.524.243) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises dans le futur;

(b) huit cent mille neuf cent quarante-huit (800.948) Actions Ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises à tout Cadre qui y souscrit;

(c) un million six cent quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-neuf (1.649.889) Actions Ordinaires de Classe C ayant une valeur nominale d'un euro vingt-cinq cents (EUR 1,25) par action, qui sont réservées à être émises à tout Cadre qui y souscrit.

Pendant une période de cinq (5) ans à partir de la publication de la résolution des actionnaires de créer le capital autorisé dans la Gazette Officielle du Luxembourg, Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, le Gérant est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit en faisant émettre par la Société des actions nouvelles dans les limites du capital autorisé. Ces actions nouvelles peuvent être souscrites et émises suivant les conditions que le Gérant pourra déterminer à sa seule discrétion, surtout en ce qui concerne la souscription et le paiement des actions nouvelles à souscrire et à émettre, ainsi que déterminer la date et le nombre des actions nouvelles à souscrire et à émettre, déterminer si les actions nouvelles doivent être émises avec ou sans prime d'émission, déterminer dans quelles limites le paiement des actions nouvelles sera admissible en numéraire ou en nature. A moins que les actionnaires n'aient convenu autrement, lorsque le Gérant réalise le capital autorisé entièrement ou en partie, il est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel réservé aux actionnaires existants. Le Gérant pourra déléguer à tout administrateur ou employé de la Société dûment autorisé ou à tout autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements pour les actions nouvelles correspondant entièrement ou en partie au montant de l'augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital souscrit réalisée dans la forme légale requise par le Gérant, le présent article sera modifié en conséquence.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de huit mille euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu à la partie comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état civil et demeure, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Hoffmann, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2005, vol. 26CS, fol. 57, case 5. – Reçu 9.152,26 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2005.

J. Elvinger.

(023632/211/457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

FIDJI LUXCO (BC) S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall.

R. C. Luxembourg B 111.801.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 40452 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(023635/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

IVOIRE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 74.069.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 février 2006, réf. LSO-BN05056, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2006.

Signature.

(023112/768/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

FINANCIERE PROXALAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 102.549.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 février 2006, réf. LSO-BN05053, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2006.

Signature.

(023114/768/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

SPEED PROMOTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 88.899.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 22 février 2006, réf. LSO-BN05050, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2006.

Signature.

(023118/768/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2006.

ProLogis UK XI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 70.890.

L'affectation des résultats au 31 décembre 2004, enregistrée à Luxembourg, le 23 février 2006, complément au dépôt du bilan ref. LO60021893, réf. LSO-BN05177, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2006.

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l.

Gérant

Représenté par P. Cassels

Gérant

(023164//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

BRE/MAINZ I HOTEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 114.670.

—
STATUTES

In the year two thousand six, on the twenty-third day February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/NINE HOTEL HOLDING, S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register,

here represented by Ms Virginie Lepage, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal in Luxembourg, on 23 February 2006.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. - Purpose, Duration, Name, Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition, investment, development, promotion, sale, management, lease of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including (i) the direct or indirect holding of participations in companies the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties and (ii) the establishment of branches holding real estate in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will assume the name of BRE/MAINZ I HOTEL S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers.

B. - Share capital, Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholders may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs of a shareholder may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. - Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, composed of at least two managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager or the board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. - Decisions of the sole shareholder, Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 20. At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

E. - Financial year, Annual accounts, Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 22. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

F. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The 500 shares have been subscribed as follows:

- 500 shares by BRE/NINE HOTEL HOLDING, S.à r.l., prequalified.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2006.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand nine hundred Euro (EUR 1,900.-).

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entirety of the subscribed capital of the Company, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 20, rue Eugène Ruppert, Luxembourg, L-2453 Luxembourg.

2. BRE/MANAGEMENT S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 96.323, is appointed manager of the Company for an indefinite period of time.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, said appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendsechs, den dreiundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Mersch, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

BRE/NINE HOTEL HOLDING, S.à r.l., eine société à responsabilité limitée gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, noch nicht eingetragen im Luxemburger Handels und Gesellschaftsregister,

hier vertreten durch Frau Virginie Lepage, maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 23. Februar 2006.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung ne varietur durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

A. - Zweck, Dauer, Name,- Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (nachstehend die «Gesellschaft») gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und die Verwirklichung sonstiger Investitionen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Investition, die Entwicklung, die Förderung, der Verkauf, die Verwaltung von Grundstücken in Luxemburg oder im Ausland sowie alle Geschäfte in Zusammenhang mit diesen Grundstücken, einschließlich (i) der direkten oder indirekten Beteiligung an Gesellschaften deren Zweck der Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, der Verkauf, die Verwaltung und/oder das Verpachten von Grundstücken ist und (ii) der Gründung von Filialen, die Grundstücke im Großherzogtum Luxemburg besitzen.

Die Gesellschaft kann zudem Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Die Gesellschaft wird insbesondere die Gesellschaften, an denen sie eine Beteiligung hält, mit den notwendigen Dienstleistungen in Bezug auf Verwaltung, Kontrolle and Verwertung versorgen. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft auf die Unterstützung anderer Berater zurückgreifen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung BRE/MAINZ I HOTEL, S.à r.l.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb desselben Bezirkes kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden.

B. - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil.

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Die Änderung des Gesellschaftskapitals bedarf der Zustimmung (i) der Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die drei Viertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

Art. 11. Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben eines Gesellschafters dürfen unter keinen Umständen Siegel an Vermögensgütern oder Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

C. - Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung bestimmt auch die Dauer ihres Mandates. Die Geschäftsführer können jederzeit, ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch den alleinigen Geschäftsführer verpflichtet.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch den Geschäftsführerrat, der aus mindestens zwei Geschäftsführern besteht, verwaltet. In diesem Fall wird die Gesellschaft jederzeit durch die Unterschrift von zwei Mitgliedern des Geschäftsführerrates verpflichtet.

Vollmachten werden durch den alleinigen Geschäftsführer oder den Geschäftsführerrat privatschriftlich erteilt, wobei Sondervollmachten nur aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden können.

Art. 13. Im Falle von mehreren Geschäftsführern wählt der Geschäftsführerrat aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Geschäftsführerrates sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführerratssitzungen und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist der Geschäftsführerrat unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Der Geschäftsführerrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder einberufen.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführerratsitzung. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführerratsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführerratsmitgliedes kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Geschäftsführerrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen. Ein Mitglied des Geschäftsführerrates kann mehrere andere Mitglieder des Geschäftsführerrates vertreten.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.

Art. 14. Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 15. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 16. Es besteht keine persönliche Haftung der Gesellschafter für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. - Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters, Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 18. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, zustehen.

Art. 20. Die Zahl der Gesellschafter der Gesellschaft sollte zu keinem Zeitpunkt dreißig (30) überschreiten. Eine natürliche Person sollte zu keinem Zeitpunkt Gesellschafter der Gesellschaft werden können.

E. - Geschäftsjahr, Konten, Gewinnausschüttungen

Art. 21. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 23. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

F. - Gesellschaftsauflösung, Liquidation

Art. 24. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 25. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung.

Zeichnung und Zahlung der Gesellschaftsanteile

Die fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile wurden folgendermaßen gezeichnet:

- 500 Anteile wurden von BRE/NINE HOTEL HOLDING, S.à r.l., vorgenannt, gezeichnet.

Die gezeichneten Anteile wurden vollständig in bar einbezahlt, demgemäß verfügt die Gesellschaft über einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2006.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr eintausendneuhundert Euro (EUR 1.900,-) geschätzt.

Beschlüsse

Unverzüglich nach Gesellschaftsgründung haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Adresse des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft befindet sich in 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.

2. BRE/MANAGEMENT S.A., eine société anonyme gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B Nummer 96323, wird auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer ernannt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: V. Lepage, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 28 février 2006, vol. 435, fol. 71, case 5. – Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): E. Weber.

Für gleichlautende Ablichtung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 9. März 2006.

H. Hellinckx.

(023236/242/335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

ProLogis UK X, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 70.889.

L'affectation des résultats au 31 décembre 2004, enregistrée à Luxembourg, le 23 février 2006, complément au dépôt du bilan ref. LO60021896, réf. LSO-BN05182, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2006.

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l.

Gérant

Représenté par P. Cassels

Gérant

(023168//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

CSSB IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 84.120.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2006, réf. LSO-BO02105, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(023238/043/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

ProLogis UK XLIV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 78.067.

L'affectation des résultats au 31 décembre 2004, enregistrée à Luxembourg, le 23 février 2006, complément au dépôt du bilan ref. LO60021899, réf. LSO-BN05192, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2006.

ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l.

Gérant

Représenté par P. Cassels

Gérant

(023170//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

GERBIL CORPORATION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 113.283.

In the year two thousand and six, on the twenty-fourth of January.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,

here represented by Mrs Séverine Canova, lawyer, residing professionally at Luxembourg and Mr Marc Torbick, lawyer, residing professionally at Luxembourg, acting jointly in their respective capacities as attorneys-in-fact A and B.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole current partner of GERBIL CORPORATION, S.à r.l., a société à responsabilité limitée unipersonnelle, having its registered office at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, incorporated by deed of the undersigned notary, on December 14, 2005, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

- That the sole partner has taken the following resolutions:

First resolution

The sole partner decides that the accounting year end is changed to September 30th. The current accounting year which has begun on the date of formation, i.e. on the 14th December 2005, will end on September 30, 2006.

As a consequence, article 15 of the Articles of Incorporation is changed as follows:

«**Art. 15.** The accounting year of the Company shall begin on October 1st of each year and shall terminate on September 30 of the following year.»

Second resolution

The sole partner resolves to change Article 11 of the Articles of Incorporation as follows:

«**Art. 11.** The company is administered by a board of managers composed of at least three members, of which at least one member is a Luxembourg resident. The managers are appointed by the partners.

All board meetings must be held in Luxembourg. At board meetings, a quorum of two members present is necessary to deliberate validly.

In dealing with third parties the managers have extensive powers to act singly in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.»

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechs, den vierundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtswohnsitz in Mersch.

Ist erschienen:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., mit Sitz in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,

hier vertreten durch Frau Séverine Canova, Jurist, mit Berufsadresse in Luxembourg und Herrn Marc Torbick, Jurist, mit Berufsadresse in Luxembourg, handelnd gemeinschaftlich in ihren jeweiligen Eigenschaften als Bevollmächtigte A und B.

Die Erschienene, vertreten wie vorerwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht Folgendes zu beurkunden:

- die Erschienene ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Einmann-Gesellschaft) GERBIL CORPORATION, S.à r.l., mit Sitz in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, welche gegründet wurde gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 14. Dezember 2005, welche noch nicht im Mémorial veröffentlicht wurde.

- die alleinige Gesellschafterin hat folgende Beschlüsse genommen:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst dass das Ende des Geschäftsjahres auf den 30. September abgeändert wird. Das laufende Geschäftsjahr welches am Tage der Gründung, i.e. am 14. Dezember 2005, begonnen hat, endet am 30. September 2006.

Artikel 15. der Satzung wird somit wie folgt abgeändert:

«**Art. 15.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Oktober eines jeden Jahres und endet am 30. September des darauffolgenden Jahres.»

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst Artikel 11 der Satzung wie folgt abzuändern:

«**Art. 11.** Die Gesellschaft wird durch einen Geschäftsführerrat von mindestens drei Mitgliedern geleitet, wovon mindestens ein Mitglied seinen Wohnsitz in Luxemburg hat. Die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafter ernannt.

Alle Versammlungen des Geschäftsführerrates müssen in Luxemburg abgehalten werden. Bei Versammlungen des Geschäftsführerrates müssen mindestens zwei Mitglieder anwesend sein um rechtsgültig abzustimmen.

Die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse um die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen und um die Gesellschaft gegenüber Dritten einzeln zu vertreten.»

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache kennt, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gehalten ist, gefolgt von einer deutschen Uebersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die deutsche Fassung massgebend ist.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. Canova, M. Torbick, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 30 janvier 2006, vol. 435, fol. 23, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 9. Februar 2006.

H. Hellinckx.

(023416/242/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.

DIAMANTEN HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 113.282.

In the year two thousand and six, on the twenty-fourth of January.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,

here represented by Mrs Séverine Canova, lawyer, residing professionally at Luxembourg and Mr Marc Torbick, lawyer, residing professionally at Luxembourg, acting jointly in their respective capacities as attorneys-in-fact A and B.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:
- that it is the sole current partner of DIAMANTEN HOLDING, S.à r.l., a société à responsabilité limitée unipersonnelle, having its registered office at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, incorporated by deed of the undersigned notary, on December 14, 2005, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

- That the sole partner has taken the following resolutions:

First resolution

The sole partner decides that the accounting year end is changed to September 30th. The current accounting year which has begun on the date of formation, i.e. on the 14th December 2005, will end on September 30, 2006.

As a consequence, article 15 of the Articles of Incorporation is changed as follows:

«**Art. 15.** The accounting year of the Company shall begin on October 1st of each year and shall terminate on September 30 of the following year.»

Second resolution

The sole partner resolves to change Article 11 of the Articles of Incorporation as follows:

«**Art. 11.** The company is administered by a board of managers composed of at least three members, of which at least three members are Luxembourg residents. The managers are appointed by the partners.

All board meetings must be held in Luxembourg. At board meetings, a quorum of three members present is necessary to deliberate validly.

In dealing with third parties the managers have extensive powers to act singly in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechs, den vierundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtswohnsitz in Mersch.

Ist erschienen:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., mit Sitz in L-2519 Luxemburg, 9, rue Schiller, hier vertreten durch Frau Séverine Canova, Jurist, mit Berufsadresse in Luxemburg und Herrn Marc Torbick, Jurist, mit Berufsadresse in Luxemburg, handelnd gemeinschaftlich in ihren jeweiligen Eigenschaften als Bevollmächtigte A und B.

Die Erschienene, vertreten wie vorerwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht Folgendes zu beurkunden:

- die Erschienene ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Einmann-Gesellschaft) DIAMANTEN HOLDING, S.à r.l., mit Sitz in L-2519 Luxemburg, 9, rue Schiller, welche gegründet wurde gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 14. Dezember 2005, welche noch nicht im Mémorial veröffentlicht wurde.
- die alleinige Gesellschafterin hat folgende Beschlüsse genommen:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst, dass das Ende des Geschäftsjahres auf den 30. September abgeändert wird. Das laufende Geschäftsjahr welches am Tage der Gründung, i.e. am 14. Dezember 2005, begonnen hat, endet am 30. September 2006.

Artikel 15. der Satzung wird somit wie folgt abgeändert:

«**Art. 15.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Oktober eines jeden Jahres und endet am 30. September des darauffolgenden Jahres.»

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst Artikel 11 der Satzung wie folgt abzuändern:

«**Art. 11.** Die Gesellschaft wird durch einen Geschäftsführerrrat von mindestens drei Mitgliedern geleitet, wovon mindestens drei Mitglieder ihren Wohnsitz in Luxemburg haben. Die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafter ernannt.

Alle Versammlungen des Geschäftsführerrates müssen in Luxemburg abgehalten werden. Bei Versammlungen des Geschäftsführerrates müssen mindestens drei Mitglieder anwesend sein um rechtsgültig abzustimmen.

Die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse um die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen und um die Gesellschaft gegenüber Dritten einzeln zu vertreten.»

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache kennt, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gehalten ist, gefolgt von einer deutschen Uebersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die deutsche Fassung massgebend ist.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. Canova, M. Torbick, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 30 janvier 2006, vol. 435, fol. 23, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 9. Februar 2006.

H. Hellinckx.

(023417/242/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2006.